



ETATS FINANCIERS CONSOLIDES
NORMES IFRS

AU 31 DECEMBRE 2017

SOMMAIRE

1. ACTIVITE.....	2
2. FAITS CARACTERISTIQUES DE L'EXERCICE	2
2.1. MARCHE ET ENVIRONNEMENT	2
2.2. RESULTATS ET PERFORMANCE	3
2.3. PORTEFEUILLE PRODUITS ET RECHERCHE ET DEVELOPPEMENT	4
2.4. ORGANISATION	5
2.5. FINANCEMENT	6
2.6. JURIDIQUE.....	6
3. ETATS FINANCIERS CONSOLIDES EN NORMES IFRS AU 31 DECEMBRE 2017	7
3.1. COMPTE DE RESULTAT CONSOLIDE EN NORMES IFRS	7
3.2. ETAT DU RESULTAT GLOBAL CONSOLIDE EN NORMES IFRS.....	7
3.3. BILAN CONSOLIDE EN NORMES IFRS	8
3.4. TABLEAU DES FLUX DE TRESORERIE CONSOLIDES EN NORMES IFRS.....	9
3.5. VARIATION DES CAPITAUX PROPRES CONSOLIDES EN NORMES IFRS.....	10
3.6. NOTES EXPLICATIVES	11
NOTE 1 : PRINCIPES COMPTABLES	11
NOTE 2 : PERIMETRE DE CONSOLIDATION.....	16
NOTE 3 : INFORMATION SECTORIELLE.....	18
NOTE 4 : DONNEES OPERATIONNELLES.....	23
NOTE 5 : CHARGES ET AVANTAGES DU PERSONNEL.....	30
NOTE 6 : IMMOBILISATIONS INCORPORELLES, CORPORELLES ET FINANCIERES.....	39
NOTE 7 : PROVISIONS ET PASSIFS EVENTUELS	47
NOTE 8 : FINANCEMENT ET INSTRUMENTS FINANCIERS	49
NOTE 9 : IMPOTS SUR LES RESULTATS.....	60
NOTE 10 : CAPITAUX PROPRES ET RESULTAT PAR ACTION	63
NOTE 11 : AUTRES INFORMATIONS.....	67

1. ACTIVITE

MEDICREA est spécialisé dans le développement de services d'analyses et la fabrication d'implants personnalisés pour le traitement chirurgical des pathologies complexes de la colonne vertébrale reposant sur la technologie UNiD® ASI (Adaptive Spine Intelligence).

MEDICREA assure la conception, la fabrication intégrée et la distribution de plus de 30 familles de dispositifs implantables homologués par la FDA, qui ont été utilisés à ce jour dans plus de 150 000 interventions chirurgicales à travers le monde. Evoluant sur un marché de 10 milliards de dollars, MEDICREA est une PME lyonnaise de 170 personnes, dont 37 au sein de sa filiale MEDICREA USA Corp. basée à New York.

MEDICREA est une société proposant des technologies avant-gardistes pour le traitement des pathologies de la colonne vertébrale. Elle fait figure de véritable pionnière sur ce marché en assurant la convergence entre les technologies informatiques de santé et la conception et fabrication de dispositifs médicaux de dernière génération, privilégiant les résultats cliniques dans une perspective unique : améliorer les bénéfices de la chirurgie pour les patients, tout en générant des réductions de coûts à tous les niveaux. Cette nouvelle approche s'appuie sur la compilation et l'analyse de données cliniques grâce à des algorithmes d'apprentissage élaborés (deep learning) et des outils d'interprétation prédictifs avec pour résultat les premières prises en charge de pathologies de la colonne vertébrale associant précision scientifique et pose d'implants personnalisés et modulables.

Le Groupe est installé à Rillieux-la-Pape en région lyonnaise où il possède sa propre unité de fabrication d'implants et d'instruments chirurgicaux, une unité de production ultramoderne consacrée à l'usinage et au développement d'implants sur-mesure et par impression 3D, ainsi que quatre filiales de distribution aux Etats-Unis, au Royaume-Uni, en Pologne et depuis février 2018 en Belgique.

2. FAITS CARACTERISTIQUES DE L'EXERCICE

Les faits marquants de l'exercice 2017 sont les suivants :

2.1. MARCHE ET ENVIRONNEMENT

La médecine personnalisée est un axe de recherche présent dans tous les domaines de la santé. Une meilleure connaissance des pathologies de chaque patient grâce à des tests de diagnostic de plus en plus précis permet de l'orienter vers un traitement spécifique, et d'en éviter d'autres, et ce pour des signes cliniques identiques. Chaque patient est considéré comme unique et peut recevoir le traitement ayant les meilleures chances d'efficacité.

MEDICREA a décidé de s'intégrer très tôt dans cette démarche avec une approche spécifique-patient en étant la première société de la colonne vertébrale à commercialiser des tiges sur-mesure d'ostéosynthèse, et des cages intersomatiques sur mesure imprimées en 3D.

Le Groupe devient un acteur majeur de cette médecine personnalisée et fait figure de précurseur dans le domaine du rachis en proposant aux chirurgiens un mix inédit de produits innovants et de services complets pour une chirurgie du rachis parfaitement adaptée au patient.

En mettant en œuvre un processus itératif et systématisé grâce à sa plateforme de technologies sur-mesure UNiD® ASI (Adoptive Spine Intelligence), MEDICREA exploite des données propriétaires de premier ordre afin de répondre à l'ensemble des problématiques cliniques et commerciales liées aux traitements des pathologies dégénératives et complexes de la colonne. MEDICREA développe un système vertueux itératif et élaboré afin de proposer à l'ensemble du système de santé une forte valeur ajoutée, de meilleurs résultats cliniques et des coûts réduits, pour le bénéfice des patients, des chirurgiens, des centres hospitaliers et des organismes de remboursement.

MEDICREA a accompli des progrès très importants ces dernières années en faisant œuvre de pionnier, avec les services d'analyse du laboratoire UNiD™ LAB et les implants sur mesure UNiD™ TEK, pour une approche personnalisée et centrée sur les résultats des soins de la colonne vertébrale, au point de s'approprier ce segment de marché et de devenir leader de la chirurgie personnalisée du rachis.

2.2. RESULTATS ET PERFORMANCE

Le chiffre d'affaires 2017 s'est élevé à 27,1 millions d'euros, en retrait de 8% par rapport à 2016. Malgré une croissance du chiffre d'affaires de 15% sur le marché français, deux facteurs ont pesé sur le développement de l'activité :

- D'une part, la nécessité de réenregistrer tous les produits du Groupe auprès des autorités de santé brésiliennes, avec pour conséquence une absence de facturation au Brésil en 2017 (contre 2 millions d'euros facturés l'année précédente) ;
- D'autre part, la réorganisation de la force de vente réalisée aux Etats-Unis afin de concentrer les efforts commerciaux sur le développement de la technologie d'implants sur mesure UNiD ASI™, ce qui a affecté temporairement le niveau de ventes de la filiale notamment pour les implants standards. Cette stratégie devrait toutefois s'avérer payante à moyen terme avec déjà une augmentation de 36% dès 2017 du nombre de chirurgies UNiD™.

La marge brute, structurellement élevée, s'établit à 73 %, en recul de 3 points par rapport au précédent exercice du fait du recours important à la sous-traitance et au doublement temporaire de certains postes dans le cadre du transfert du site de production de La Rochelle vers le nouveau site de Lyon. Le taux de marge brute s'est toutefois amélioré sur le second semestre et la tendance devrait se poursuivre sur 2018.

Les charges opérationnelles augmentent de 0,6 million d'euros par rapport à 2016, liées à la mise en service des nouvelles infrastructures immobilières à Lyon et à New York et aux moyens mobilisés par le Groupe, tant en recherche et développement qu'en efforts commerciaux, pour promouvoir ses produits

et services UNiD™ ASI, notamment le portail numérique UNiD™ HUB, mis à disposition des chirurgiens pour la planification de leurs opérations personnalisées du rachis.

Compte-tenu de ces éléments, la perte opérationnelle avant charges non récurrentes est de -7,6 millions d'euros contre -4,5 millions d'euros l'année précédente.

Les autres charges non récurrentes d'un montant de 0,9 million d'euros comprennent principalement les coûts liés à l'action en justice que le Groupe a intentée contre K2M Spine, Inc. et à l'enquête du Department of Justice américain (DOJ) détaillées au paragraphe 2.6. Des frais ont également été engagés dans le cadre de la restructuration de la filiale MEDICREA GMBH et de la réorganisation d'une partie du comité de direction de MEDICREA INTERNATIONAL.

Le coût de l'endettement financier net progresse de 1,2 million d'euros suite à la mise en place en août 2016 d'un emprunt obligataire convertible de 15 millions d'euros dont les intérêts ont porté sur l'ensemble de l'exercice 2017, contre 5 mois au cours de l'année précédente.

Le résultat courant avant impôt s'établit à -11,2 millions d'euros contre -7,8 millions au 31 décembre 2016.

Au 31 décembre 2017, le Groupe dispose d'une trésorerie de 12 millions d'euros.

2.3. PORTEFEUILLE PRODUITS ET RECHERCHE ET DEVELOPPEMENT

MEDICREA est la première société de l'industrie du rachis à proposer un ensemble complet de services de planification chirurgicale basés sur les données et d'implants sur mesure. Au cours de l'année 2017, la Société a poursuivi son développement selon cet axe stratégique et plusieurs réalisations importantes ont émaillé l'exercice.

Tiges d'ostéosynthèse sur mesure UNiD™

La Société a élargi sa gamme de tiges sur mesure UNiD™ en proposant un nouvel implant adapté aux chirurgies mini-invasives par voie percutanée. La première opération chirurgicale faisant appel à une tige sur mesure UNiD™ MIS a ainsi été réalisée aux Etats-Unis en juillet 2017.

La Société a également reçu en août 2017 l'homologation FDA pour sa plateforme logicielle UNiD™ HUB, portail numérique utilisant les technologies de big data et permettant d'accéder à des fonctionnalités de planification chirurgicale et de modélisation prédictive.

Enfin, en octobre 2017, MEDICREA a publié un White Paper scientifique majeur, mettant en évidence que, par rapport au cintrage standard et manuel au bloc opératoire, les implants sur mesure produits à l'aide de sa technologie UNiD™ ASI permettent une réduction extrêmement significative de la fréquence des ruptures postopératoires des tiges dans les cas complexes de chirurgie de la colonne vertébrale chez l'adulte.

Cages intersomatiques sur mesure imprimées en 3D

L'approche systémique des pathologies de la colonne vertébrale mise en œuvre par MEDICREA, au travers de ses services d'ingénierie et de ses ressources internes d'impression 3D, fait de la Société un acteur unique et lui permet de collaborer étroitement avec les chirurgiens afin d'élaborer des dispositifs intersomatiques en adéquation avec leurs préférences techniques et cliniques.

Afin de proposer les implants intersomatiques sur mesure imprimés en 3D les plus adaptés à la pathologie du patient et aux préférences du chirurgien, MEDICREA a acquis, auprès du Dr McAfee du St. Joseph's Medical Center de l'Université du Maryland (Etats-Unis), trois brevets portant sur une méthodologie de mesure de paramètres anatomiques et de planification de dispositifs intersomatiques utilisés en chirurgie de la colonne vertébrale. Ces trois brevets protègent une technique innovante permettant de déterminer la hauteur physiologique de l'espace intervertébral en s'appuyant sur l'anatomie du patient pour sélectionner précisément le dispositif intersomatique approprié. Ils permettent ainsi à MEDICREA de renforcer sa plateforme UNiD™ ASI.

En septembre 2017, le travail de recherche et développement des équipes MEDICREA s'est concrétisé au bloc opératoire. La Société a ainsi annoncé la première chirurgie intégralement personnalisée de la colonne vertébrale, réalisée en Angleterre à partir d'une combinaison unique de cages intersomatiques et de tiges d'ostéosynthèse sur mesure conçues et fabriquées en interne dans sa nouvelle unité de production Lyonnaise grâce à son process et sa technologie propriétaire UNiD™ ASI.

Novembre 2017 marque une étape majeure pour le Groupe : MEDICREA a annoncé l'obtention de l'homologation par la FDA de sa gamme IB3D de cages intersomatiques en titane imprimées en 3D et le lancement de AdapTEK, sa technologie adaptative répondant aux besoins spécifiques de chaque chirurgien. Les premières poses de cages IB3D ont eu lieu aux Etats-Unis dès janvier 2018.

Autres produits de la gamme

MEDICREA a confirmé en juin 2017 l'extension de son portefeuille de produits standards destinés aux pathologies complexes de la colonne vertébrale avec l'homologation par la FDA de son système de fixation top-loading par voie postérieure PASS® TULIP. Les systèmes de fixation de ce type constituent le standard mondial et la mise à disposition de ce nouveau produit va permettre au Groupe de toucher un nombre de chirurgiens plus large et de leur proposer la technologie UNiD ASI™ quelles que soient leurs préférences en termes d'instrumentation.

2.4. ORGANISATION

Le Groupe a finalisé en janvier 2017 le transfert de l'usine de La Rochelle sur le nouveau site de Rillieux-la-Pape. Le nombre de salariés ayant souhaité rejoindre ce nouveau site a été très faible, ce qui a engendré sur le 1er semestre 2017 de fortes perturbations dans l'organisation et le fonctionnement de la nouvelle usine et un recours temporaire important à la sous-traitance. La situation est revenue progressivement à la normale sur la 2^{ème} partie de l'exercice.

En juin 2017, le Groupe a décidé de modifier sa stratégie de distribution en Allemagne et mis en sommeil sa filiale, MEDICREA GmbH, lancée en 2016. Toutes les opérations relatives au marché allemand sont désormais directement traitées depuis le siège social de Rillieux-la-Pape.

En octobre 2017, MEDICREA a embauché aux Etats-Unis un nouveau Directeur des Ventes et un Directeur de la plateforme UNiD ASI™ dans le cadre de la mise en place de son nouveau modèle de développement commercial.

En novembre 2017, la société MEDICREA TECHNOLOGIES a été dissoute sans liquidation et absorbée par MEDICREA INTERNATIONAL. Cette décision a été prise dans un objectif de simplification et de rationalisation des flux.

Enfin, en février 2018, le Groupe s'est associé avec son distributeur historique belge en rachetant 51 % des parts d'une société nouvellement créée à cet effet, sous la dénomination de MEDICREA BELGIUM.

2.5. FINANCEMENT

MEDICREA a réalisé deux augmentations de capital auprès d'investisseurs qualifiés français et américains, en juin et en décembre 2017, pour un montant global de plus de 20 millions d'euros dont les modalités sont explicitées en détail au point 10.1.5 du présent document. Les fonds levés ont pour but d'accélérer le développement, principalement aux Etats-Unis, de la plateforme UNiD™ ASI, de préparer la commercialisation aux Etats-Unis et en Europe d'une nouvelle gamme de cages intersomatiques en titane imprimées en 3D, et de poursuivre l'extension du réseau de distribution par la création de nouvelles filiales de commercialisation.

2.6. JURIDIQUE

Deux procédures juridiques ont impliqué la Société en 2017 et sa filiale américaine :

Au cours de l'exercice, le Department of Justice américain (DOJ) a ouvert une enquête afin de vérifier le respect par MEDICREA des réglementations en vigueur sur la transparence des avantages accordés aux professionnels de santé, dans le cadre du Sunshine Act. Les investigations menées ont confirmé que la Société était en conformité avec les obligations auxquelles elle était tenue et le dossier est a priori clos.

En novembre 2017, MEDICREA USA Inc. a intenté une action en justice contre K2M Spine, Inc., société concurrente sur le marché du rachis, et contre plusieurs autres personnes, devant le tribunal de grande instance de New York. Ces poursuites sont engagées en réponse aux activités illicites perpétrées par K2M et ces autres personnes au cours de l'année écoulée.

MEDICREA a révolutionné la chirurgie de la colonne vertébrale grâce à sa technologie innovante, UNID™, la première et la seule tige d'ostéosynthèse sur mesure à avoir à ce jour obtenu l'homologation aux Etats-Unis et a souhaité faire valoir ses droits afin de protéger l'entreprise, leader sur ce marché.

En février 2018, le tribunal de grande instance de New York a déclaré ne pas être la juridiction compétente pour gérer ce litige, bien qu'il ait reconnu le bien-fondé de la plainte déposée par MEDICREA. La Société a décidé pour l'instant de ne pas donner suite à cette procédure.

3. ETATS FINANCIERS CONSOLIDES EN NORMES IFRS AU 31 DECEMBRE 2017

3.1. COMPTE DE RESULTAT CONSOLIDE EN NORMES IFRS

En euros	Notes	31.12.2017	31.12.2016
Chiffre d'affaires	3.1 et 4.5	27 147 831	29 375 426
Coût des ventes		(7 315 629)	(6 941 264)
Marge brute		19 832 202	22 434 162
<i>en % du chiffre d'affaires</i>		<i>73,1 %</i>	<i>76,4 %</i>
Frais de recherche et développement	4.6	(2 016 880)	(1 064 366)
Frais de commercialisation	4 et 5	(15 240 309)	(16 164 574)
Commissions sur ventes		(2 776 366)	(3 426 172)
Frais administratifs	4 et 5	(7 399 468)	(6 223 950)
Autres produits et charges opérationnels	4.9.2	(924 110)	(2 377 170)
Résultat opérationnel avant paiements en actions		(8 524 931)	(6 822 070)
Charges de personnel liées aux paiements en actions	5.5.4	(287 338)	(283 434)
Résultat opérationnel après paiements en actions	4.9.1	(8 812 269)	(7 105 504)
Coût de l'endettement financier net	8.3.1	(2 248 952)	(1 085 382)
Autres (charges) / produits financiers	8.3.2	(170 728)	358 415
(Charges) / produits d'impôts	9.1	504 657	263 246
Résultat net consolidé		(10 727 292)	(7 569 225)
Résultat net par action	10.2	(0,93)	(0,80)
Résultat net dilué par action	10.2	(0,93)	(0,80)

Les notes annexes font partie intégrante des états financiers consolidés.

3.2. ETAT DU RESULTAT GLOBAL CONSOLIDE EN NORMES IFRS

En euros	31.12.2017	31.12.2016
Résultat net consolidé	(10 727 292)	(7 569 225)
Ecart de conversion	(782 854)	(26 535)
Résultat global total	(11 510 146)	(7 595 760)

Les notes annexes font partie intégrante des états financiers consolidés.

3.3. BILAN CONSOLIDE EN NORMES IFRS

En euros	Notes	31.12.2017	31.12.2016
Ecart d'acquisition	6.1	2 626 620	2 628 424
Immobilisations incorporelles	6.6	7 882 753	6 071 368
Immobilisations corporelles	6.6	10 771 748	10 099 217
Immobilisations financières	6.6	686 518	938 408
Impôts différés	9.2	2 044 496	2 454 025
Total actifs non courants		24 012 135	22 191 442
Stocks et en-cours	4.2	9 812 700	8 726 493
Clients et comptes rattachés	4.3	3 973 135	5 158 818
Autres actifs courants	4.3	2 215 133	3 511 477
Trésorerie et équivalents de trésorerie	8.1.5	11 980 693	8 063 140
Total actifs courants		27 981 661	25 459 928
Total actif		51 993 796	47 651 370

En Euros	Notes	31.12.2017	31.12.2016
Capital	10.1	2 413 266	1 605 307
Primes d'émission, de fusion, d'apport	10.1	60 567 352	42 448 276
Réserves consolidées	10.1	(30 463 815)	(22 403 157)
Résultat de l'exercice	10.1	(10 727 292)	(7 569 225)
Total capitaux propres		21 789 511	14 081 201
Avances conditionnées	8.2	196 250	317 500
Provisions non courantes	7.1	574 567	513 842
Impôts différés	9.2	859 695	1 407 986
Dettes financières long terme	8.1	16 738 955	18 308 727
Total passifs non courants		18 369 467	20 548 055
Provisions courantes	7.1	225 675	1 124 676
Dettes financières court terme	8.1	4 387 378	3 602 301
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	4.4	4 672 856	6 000 976
Autres passifs courants	4.4	2 548 909	2 294 161
Total passifs courants		11 834 818	13 022 114
Total passif		51 993 796	47 651 370

Les notes annexes font partie intégrante des états financiers consolidés.

3.4. TABLEAU DES FLUX DE TRESORERIE CONSOLIDES EN NORMES IFRS

En euros	Notes	31.12.2017	31.12.2016
Résultat net consolidé		(10 727 292)	(7 569 225)
Amortissements des immobilisations corporelles et incorporelles		4 996 876	4 238 236
Dotations / (Reprises) aux provisions		(98 238)	1 768 380
Résultat des cessions d'actifs immobilisés		56 212	340 732
Charges de personnel liées aux actions		287 338	283 434
Variation d'impôts différés		(138 764)	(348 465)
Impôts sur le résultat		(897 375)	(990 327)
Coût de l'endettement financier net		2 248 952	1 085 382
Capacité d'autofinancement		(4 272 291)	(1 191 853)
Variation des stocks et en cours		(1 832 886)	(2 362 449)
Variation des créances clients		1 192 322	(416 004)
Variation des dettes fournisseurs		(1 328 120)	1 945 005
Variation des autres créances et autres dettes		2 463 918	612 344
Trésorerie provenant du BFR		495 234	(221 104)
Impôts versés / remboursements d'impôts		(15 447)	(45 309)
Flux nets de trésorerie liés aux activités opérationnelles		(3 792 504)	(1 458 266)
Acquisitions d'immobilisations		(8 132 598)	(9 094 944)
Cessions d'immobilisations		662 432	-
Subventions reçues / (reversées)		(121 250)	(86 250)
Flux nets de trésorerie liés aux opérations d'investissement		(7 591 416)	(9 181 194)
Augmentation de capital		20 216 961	5 104 354
Emission d'emprunts	8.1.2	492 020	16 504 287
Remboursement d'emprunts	8.1.2	(2 977 473)	(2 849 794)
Intérêts versés		(1 301 818)	(750 257)
Autres variations	8.1.6	(1 276 760)	(1 783 239)
Flux nets de trésorerie liés aux opérations de financement		15 152 930	16 225 351
Ecart de conversion relatif aux liquidités		48 581	349
Autres variations		21 258	(124 373)
Variation de trésorerie		3 838 849	5 461 867
Trésorerie à l'ouverture		7 253 382	1 791 515
Trésorerie à la clôture		11 092 231	7 253 382
Trésorerie active à l'ouverture		8 063 140	2 168 215
Trésorerie active à la clôture		11 980 693	8 063 140
Variation de trésorerie active		3 917 553	5 894 925
Trésorerie passive à l'ouverture		(809 758)	(376 700)
Trésorerie passive à la clôture		(888 462)	(809 758)
Variation de trésorerie passive		(78 704)	(433 058)
Variation de trésorerie		3 838 849	5 461 867

Les notes annexes font partie intégrante des états financiers consolidés.

3.5. VARIATION DES CAPITAUX PROPRES CONSOLIDES EN NORMES IFRS

En euros	Nombre d'actions	Capital social	Réserves	Capitaux propres consolidés
Capitaux propres au 31.12.2015	8 987 688	1 438 030	13 799 846	15 237 876
Augmentation de capital	1 045 479	167 277	4 812 622	4 979 899
Résultat global de l'exercice 2016	-	-	(7 595 760)	(7 595 760)
Stocks options et actions gratuites	-	-	283 434	283 434
Autres variations	-	-	1 175 752	1 175 752
Capitaux propres au 31.12.2016	10 033 167	1 605 307	12 475 894	14 081 201
Augmentation de capital	5 049 744	807 959	18 113 797	18 921 756
Résultat global de l'exercice 2017	-	-	(11 510 146)	(11 510 146)
Stocks options et actions gratuites	-	-	287 338	287 338
Autres variations	-	-	9 362	9 362
Capitaux propres au 31.12.2017	15 082 911	2 413 266	19 376 245	21 789 511

Les notes annexes font partie intégrante des états financiers consolidés.

3.6. NOTES EXPLICATIVES

Les notes sur les états financiers font partie intégrante des comptes établis aux normes IFRS.

MEDICREA est cotée sur le marché Euronext Growth, code ISIN FR004178572, Mnémonique ALMED.

Les comptes consolidés relatifs à l'exercice 2017 ont été arrêtés par le Conseil d'Administration du 4 avril 2018. Ils seront soumis à l'approbation de l'Assemblée Générale des actionnaires du 17 mai 2018.

NOTE 1 : PRINCIPES COMPTABLES

1.1 Référentiel appliqué

Les états financiers du Groupe MEDICREA au 31 décembre 2017 sont établis conformément aux normes comptables internationales IFRS en vigueur au sein de l'Union Européenne, en application du règlement européen n° 1606/2002 du 19 juillet 2002 et disponibles sur le site ec.europa.eu/internal_market/accounting/ias/index_fr.htm.

Ces normes comprennent :

- les IAS (International Accounting Standards) ;
- les IFRS (International Financial Reporting Standards) ;
- les interprétations SIC (Standard Interpretation Committee) ;
- les interprétations IFRIC (International Financial Reporting Interpretation Committee).

1.1.1 Normes, amendements et interprétations adoptés par l'Union Européenne et d'application obligatoire aux exercices ouverts à compter du 1er janvier 2017

L'IASB a publié les normes, amendements et interprétations adoptés par l'Union Européenne suivants :

Normes, Amendements et interprétations	Portée	Date d'application
IAS 12 Comptabilisation d'impôts différés actif sur moins-values non réalisées	Clarification sur la façon d'appréhender l'existence de profits taxables futurs	1 ^{er} janvier 2017
IAS 7 Tableaux des flux de trésorerie	Informations supplémentaires à fournir sur la variation des dettes financières au bilan (notamment mouvements non cash)	1 ^{er} janvier 2017
IFRS 12 Information à fournir sur les intérêts détenus dans d'autres entités	Précision – les informations requises au titre de la norme s'appliquent, sauf exception, également aux investissements classés comme : <ul style="list-style-type: none"> - « détenus en vue de la vente » ; - « détenus en vue d'une distribution aux actionnaires » ; - ou « activités abandonnées » selon IFRS 5. 	1 ^{er} janvier 2017

Ces publications n'ont pas d'incidence significative sur les comptes consolidés de l'exercice du Groupe.

1.1.2 Normes, amendements et interprétations adoptés par l'Union Européenne et d'application obligatoire aux exercices ouverts après le 1^{er} janvier 2017 et non anticipés par le Groupe

L'IASB a publié les normes, amendements et interprétations adoptés par l'Union Européenne suivants :

Normes, Amendements et interprétations	Date d'application	Conséquences pour le Groupe
IFRS 15 Produits des activités ordinaires provenant de contrats avec des clients	1 ^{er} janvier 2018	<p>IFRS 15 remplacera les normes IAS 11, IAS 18 et les interprétations IFRIC et SIC associées sur la reconnaissance des produits des activités ordinaires et introduit un nouveau modèle de comptabilisation de ces produits. Des clarifications de la norme ont été publiées par l'IASB le 12 avril 2016 à la suite de la publication de l'exposé-sondage « clarification d'IFRS 15 » publié en juillet 2015.</p> <p>L'Union Européenne a adopté IFRS 15 le 22 septembre 2016.</p> <p>Le Groupe, compte tenu de la nature de ses opérations et de son activité, n'attend pas d'impacts significatifs sur la comptabilisation de ses revenus.</p>
IFRS 9 Instruments financiers	1 ^{er} janvier 2018	<p>Le 24 juillet 2014, l'IASB a finalisé son projet de remplacement de la norme IAS 39 sur les instruments financiers, en publiant la version complète de la norme IFRS 9. Cette dernière introduit des changements importants par rapport à la norme actuelle IAS 39 :</p> <ul style="list-style-type: none"> - les dispositions relatives au classement et à l'évaluation des actifs financiers reposeront désormais sur l'analyse conjointe du modèle de gestion de chaque portefeuille d'actifs et des caractéristiques contractuelles des actifs financiers ; - le modèle de dépréciation a, quant à lui, abandonné l'approche actuelle sur des pertes avérées au profit d'une approche orientée sur les pertes attendues ; - le volet couverture comporte de nombreuses avancées significatives en faveur d'un rapprochement comptabilité / politique de gestion des risques de l'entreprise. <p>Le Groupe n'attend pas d'incidences significatives sur le classement et l'évaluation des actifs financiers compte tenu de la nature de ses opérations et de son activité.</p>

1.1.3 Normes, amendements et interprétations publiés par l'IASB et non encore adoptés par l'Union Européenne

L'IASB a publié les normes, amendements et interprétations suivants non encore adoptés par l'Union Européenne :

Normes, Amendements et interprétations	Date d'application (1)	Conséquences pour le Groupe
IFRS 16 Contrats de location	1 ^{er} janvier 2019	<p>Le 13 janvier 2016, l'IASB a publié la norme IFRS 16 « Contrats de location ». IFRS 16 remplacera IAS 17 ainsi que les interprétations IFRIC et SIC associées et viendra supprimer la divergence de traitement comptable qui était précédemment faite entre « contrats de location simple » et « contrats de location financement ». Les preneurs devront comptabiliser tous les contrats de location d'une durée de plus d'un an et de manière analogue aux modalités actuellement prévues pour les contrats de location financement par IAS 17 et comptabiliser ainsi une immobilisation représentative du droit d'utilisation de l'actif loué en contrepartie d'une dette représentative de l'obligation de payer ce droit.</p> <p>Le Groupe a recensé l'ensemble des contrats de location susceptibles d'être concernés par la nouvelle norme. Si le Groupe avait anticipé l'application d'IFRS 16 dans les états financiers consolidés au 31 décembre 2017, cela aurait conduit :</p> <ul style="list-style-type: none"> - au niveau bilantiel à une augmentation de l'actif net immobilisé de 16,8 millions d'euros (dont 16,6 millions sur la ligne « Constructions ») et à une augmentation des dettes financières de 17,6 millions d'euros. - au niveau du compte de résultat à une charge supplémentaire de 0,3 millions d'euros. - à une amélioration de l'EBITDA de 2,2 millions d'euros. <p>Au 31 décembre 2017, la méthode d'application de cette norme n'a pas encore été arrêtée par le Groupe.</p>

(1) Sous réserve de l'adoption par l'Union Européenne

L'IASB a également publié les textes suivants pour lesquels le Groupe n'anticipe pas d'incidence significative sur ses comptes consolidés :

Normes, Amendements et interprétations	Portée	Date d'application (1)
Amendements à IFRS 10 et IAS 28	Vente ou apports d'actifs entre un investisseur et une entreprise associée ou une coentreprise	Date de 1 ^{ère} application ajournée par l'IASB à une date restant à préciser
Amendements à IFRS 2	Classement et évaluation des transactions dont le paiement est fondé sur des actions	1 ^{er} janvier 2018
Améliorations annuelles des IFRS cycles 2014-2016	Diverses dispositions	1 ^{er} janvier 2018
Interprétation IFRIC 22	Transactions en devises et paiements d'avances	1 ^{er} janvier 2018
Interprétation IFRIC 23	Reconnaissance et évaluation des risques fiscaux	1 ^{er} janvier 2019

(1) Sous réserve de l'adoption par l'Union Européenne

1.2 Bases de préparation

Les états financiers consolidés sont établis en euros selon le respect du principe de continuité d'exploitation, comme décrit à la note 8.5.3 « Risques de liquidité » qui s'apprécie au regard de la capacité du Groupe au cours des 12 mois postérieurs à la date d'arrêté des comptes à faire face aux besoins de trésorerie liés à son exploitation, à ses investissements et aux remboursements de ses dettes financières à court terme en générant une capacité d'autofinancement positive et en allouant des ressources financières suffisantes.

Dans le cadre du processus d'établissement des comptes consolidés, l'évaluation de certains soldes du bilan ou du compte de résultat nécessite l'utilisation d'hypothèses, estimations ou appréciations. Il s'agit notamment de la valorisation des actifs incorporels, de la détermination du montant des provisions pour passifs courants et non courants ou des provisions pour dépréciation des stocks, de la valorisation des avantages donnant accès au capital de la société, stock-options et actions gratuites et le cas échéant, des actifs d'impôts différés.

Les changements rapides des contextes économiques accroissent les difficultés d'évaluation et d'estimation de certains actifs et passifs, et les aléas sur les évolutions des activités. Les estimations faites par la direction ont été effectuées en fonction des éléments dont elle disposait au 31 décembre 2017, après prise en compte des événements postérieurs à cette période, conformément à la norme IAS 10. Ces hypothèses, estimations ou appréciations établies sur la base d'informations ou de situations existantes à la date d'établissement des comptes, pourraient se révéler, dans le futur, différentes de la réalité.

Lorsque des événements ou des situations nouvelles indiquent que la valeur comptable de certains actifs corporels ou incorporels est susceptible de ne pas être recouvrable, cette valeur est comparée à la valeur recouvrable estimée à partir de la valeur d'utilité en l'absence de juste valeur nette estimable de manière fiable. Si la valeur recouvrable est inférieure à la valeur nette comptable de ces actifs, cette dernière est ramenée à la valeur recouvrable par comptabilisation d'une perte de valeur d'actif en charges d'exploitation.

La valeur d'utilité est calculée comme la somme actualisée des flux de trésorerie futurs estimés attendus de l'utilisation des actifs ou de leur cession éventuelle.

Au 31 décembre 2017, le Groupe n'a pas connaissance de changements d'estimation ayant un effet significatif sur la période.

NOTE 2 : PERIMETRE DE CONSOLIDATION

2.1 Méthode de consolidation

La consolidation est réalisée à partir des comptes statutaires des différentes entités juridiques composant le Groupe arrêtés au 31 décembre 2017.

Les filiales dans lesquelles le Groupe exerce directement ou indirectement le contrôle sont consolidées par intégration globale. Le contrôle d'une société existe lorsque le Groupe :

- détient le pouvoir sur la société ;
- est exposé ou a droit à des rendements variables en raison de ses liens avec la société ;
- a la capacité d'exercer son pouvoir sur la société de manière à influencer sur le montant des rendements qu'il obtient.

Toutes les transactions entre les sociétés consolidées sont éliminées, de même que les résultats internes au Groupe (plus-values sur cessions d'actifs, marges en stocks, amortissements et dépréciations d'actifs fabriqués et détenus par le Groupe).

Les résultats des filiales acquises sont consolidés à compter de la date à laquelle le contrôle est exercé.

2.2 Méthodes de conversion

2.2.1 Conversion des états financiers libellés en devises étrangères

La devise d'établissement des comptes consolidés du Groupe est l'euro.

Les états financiers de chacune des sociétés consolidées sont préparés en monnaie fonctionnelle, c'est-à-dire dans la monnaie de l'environnement économique principal dans lequel chaque filiale opère et qui correspond à la monnaie locale.

Les états financiers des sociétés dont la monnaie fonctionnelle n'est pas l'euro sont convertis en euros comme indiqué ci-après :

- aux cours de clôture pour les postes du bilan ;
- aux cours moyens de la période pour les éléments du compte de résultat ;
- aux cours moyens de la période pour les éléments du tableau des flux de trésorerie.

Les différences de change résultant de l'application de ces cours sont inscrites dans les capitaux propres, en « écarts de conversion » pour la partie bilantielle et en écart de conversion relatif aux liquidités pour le tableau des flux de trésorerie.

2.2.2 Transactions en devises étrangères

Les transactions réalisées par une société dans une devise autre que sa monnaie fonctionnelle sont converties au cours de change en vigueur au moment de la transaction. Les actifs et passifs monétaires exprimés en devises sont convertis au cours de clôture. Les actifs et passifs non monétaires libellés en devises étrangères sont comptabilisés au cours historique en vigueur à la date de la transaction.

Les différences de change résultant de la conversion des transactions en devises sont généralement incluses dans le compte de résultat.

Certains prêts et emprunts libellés en devises étrangères sont considérés, en substance, comme faisant partie intégrante de l'investissement net dans une filiale dont la monnaie fonctionnelle n'est pas l'euro, lorsque leurs règlements ne sont ni planifiés, ni probables dans un avenir prévisible. Les différences de change relatives à ces prêts et emprunts sont comptabilisées en autres éléments du résultat global, dans les écarts de conversion, pour leur montant net d'impôts. Ce traitement spécifique s'applique jusqu'à la date de sortie définitive de l'investissement net ou jusqu'au moment où le remboursement partiel ou total de ces emprunts ou prêts devient hautement probable.





À compter de la date de déqualification de l'investissement net, les écarts de conversion générés postérieurement sont comptabilisés en autres produits et charges financiers dans le compte de résultat consolidé. Les écarts de conversion comptabilisés antérieurement en autres éléments du résultat global ne sont recyclés en résultat qu'à la date de cession partielle ou totale de la filiale. Le Groupe examine au cas par cas si le remboursement partiel ou total des emprunts et prêts constitue une sortie partielle ou totale de la filiale.

2.3 Evolution du périmètre de consolidation

Le périmètre de consolidation comprend les sociétés :

- MEDICREA INTERNATIONAL (société mère du Groupe) ;
- MEDICREA TECHNOLOGIES (société dissoute sans liquidation le 30 novembre 2017 par transmission de son patrimoine à MEDICREA INTERNATIONAL) ;
- MEDICREA USA ;
- MEDICREA TECHNOLOGIES UK ;
- MEDICREA GMBH ;
- MEDICREA POLAND.

Les pourcentages de contrôle et d'intérêts au 31 décembre 2017 sont détaillés dans le tableau ci-dessous :

		Siège social	Pourcentage de contrôle	Pourcentage d'intérêts
MEDICREA USA		New-York, US	100 %	100 %
MEDICREA TECHNOLOGIES UK		Swaffam Bulbeck, GB	100 %	100 %
MEDICREA GMBH		Köln, DE	100 %	100 %
MEDICREA POLAND		Łódź, PL	100 %	100 %

NOTE 3 : INFORMATION SECTORIELLE

Conformément aux dispositions de la norme IFRS 8 « Secteurs opérationnels », l'information sectorielle présentée ci-après est fondée sur le reporting interne utilisé par la Direction Générale pour évaluer les performances et allouer les ressources aux différents secteurs. La Direction Générale représente le principal décideur opérationnel au sens de la norme IFRS 8.






Le Groupe MEDICREA réalise l'essentiel de son activité dans un seul secteur d'activité, celui des implants pour la colonne vertébrale. Par conséquent, le Groupe ne présente qu'un seul niveau d'information sectorielle qui est la zone géographique qui correspond par ailleurs à l'organisation fonctionnelle du Groupe via ses entités de commercialisation.

Les différentes zones géographiques sont les suivantes :

- France ;
- Etats-Unis ;
- Royaume-Uni ;
- Allemagne ;
- Pologne ;
- Reste du monde.

3.1 Répartition du chiffre d'affaires par zone géographique

Par zone géographique, le chiffre d'affaires se répartit comme suit :






	31.12.2017		31.12.2016	
	En euros	En %	En euros	En %
	5 965 523	22 %	5 143 923	18 %
	16 000 915	59 %	17 646 708	60 %
	467 935	2 %	522 451	2 %
	121 164	0 %	66 428	0 %
	121 114	0 %	296	0 %
Reste du monde	4 471 180	17 %	5 995 620	20 %
<i>dont Europe</i>	<i>2 618 606</i>		<i>2 408 134</i>	
<i>dont Amérique du Sud</i>	<i>449 032</i>		<i>2 442 467</i>	
<i>dont Asie</i>	<i>686 252</i>		<i>579 074</i>	
<i>dont Océanie</i>	<i>159 694</i>		<i>157 747</i>	
<i>dont Moyen Orient et Afrique</i>	<i>557 596</i>		<i>408 198</i>	
Total	27 147 831	100 %	29 375 426	100 %

Le Groupe affiche des performances commerciales différentes selon les zones géographiques (par zone de destination) :





- En France, sur un marché stable, MEDICREA réalise en 2017 un chiffre d'affaires de près de 6 millions d'euros en hausse de 15% par rapport à 2016 grâce à l'adoption de sa technologie UNiD™ ASI par des chirurgiens de plus en plus nombreux ;

- Suite à la nécessité de réenregistrer auprès des autorités de santé brésiliennes l'ensemble des produits de la gamme, ainsi que d'obtenir l'agrément pour la nouvelle usine de Rillieux-la-Pape, aucune vente n'a été réalisée sur ce marché en 2017 (chiffre d'affaires de 2 millions d'euros en 2016). Les autorisations ayant été accordées en décembre 2017, l'activité devrait rapidement retrouver un niveau normatif. Hors Brésil, l'activité de distribution progresse cependant de 6%, générant un chiffre d'affaires de 3,6 millions d'euros ;
- Aux Etats-Unis, principal marché du Groupe, les efforts commerciaux en 2017 ont porté exclusivement sur le développement de la technologie d'implants sur mesure UNiD™ ASI et se sont traduits par une progression de 36% du nombre de chirurgies réalisées (472) par rapport à 2016 générant un chiffre d'affaires de 8,3 millions de dollars (7,2 millions de dollars en 2016). Les ventes globales aux USA sont en recul de 8% du fait de l'affaissement de l'activité historique traditionnelle de commercialisation d'implants.

3.2 Compte de résultat sectoriel 2017 en normes IFRS






En euros						Reste du monde	Total 31.12.2017
Chiffre d'affaires	5 965 523	16 000 915	467 935	121 164	121 114	4 471 180	27 147 831
Coût des ventes	(2 300 267)	(2 864 924)	(110 087)	(40 445)	(47 134)	(1 952 772)	(7 315 629)
Marge brute	3 665 256	13 135 991	357 848	80 719	73 980	2 518 408	19 832 202
Frais de recherche et développement	(1 700 356)	(314 774)	(450)	-	(109)	(1 191)	(2 016 880)
Frais de commercialisation	(4 853 888)	(7 496 267)	(755 062)	(331 041)	(357 372)	(1 446 679)	(15 240 309)
Commissions sur ventes	(96 109)	(2 678 995)	-	-	-	(1 262)	(2 776 366)
Frais administratifs	(4 566 604)	(2 431 480)	(184 505)	(43 927)	(36 974)	(135 978)	(7 399 468)
Autres produits et charges opérationnels	(356 962)	(416 291)	(89 334)	(61 523)	-	-	(924 110)
Résultat opérationnel avant paiement en actions	(7 908 663)	(201 816)	(671 503)	(355 772)	(320 475)	933 298	(8 524 931)
Charges de personnel liées aux paiements en actions	(166 731)	(120 607)	-	-	-	-	(287 338)
Résultat opérationnel après paiement en actions	(8 075 394)	(322 423)	(671 503)	(355 772)	(320 475)	933 298	(8 812 269)
Coût de l'endettement financier net	(2 123 316)	(120 964)	(648)	(8 336)	(1 403)	5 715	(2 248 952)
Autres (charges) / produits financiers	(147 269)	(31 207)	846	-	1 050	5 852	(170 728)
(Charges) / produits d'impôts	-	456 152	41 977	7 211	(683)	-	504 657
Résultat net consolidé	(10 345 979)	(18 442)	(629 328)	(356 897)	(321 511)	944 865	(10 727 292)

3.3 Compte de résultat sectoriel 2016 en normes IFRS

En euros					Reste du monde	Total 31.12.2016
Chiffre d'affaires	5 143 923	17 646 708	522 451	66 428	5 995 916	29 375 426
Coût des ventes	(1 661 312)	(2 097 285)	(78 965)	(19 649)	(3 084 053)	(6 941 264)
Marge brute	3 482 611	15 549 423	443 486	46 779	2 911 863	22 434 162
Frais de recherche et développement	(881 016)	(183 350)	-	-	-	(1 064 366)
Frais de commercialisation	(4 498 943)	(8 253 098)	(832 728)	(751 940)	(1 827 865)	(16 164 574)
Commissions sur ventes	6 877	(3 431 249)	-	-	(1 800)	(3 426 172)
Frais administratifs	(4 152 764)	(1 692 635)	(212 234)	(72 422)	(93 895)	(6 223 950)
Autres produits et charges opérationnels	(2 353 792)	2 218	-	(25 596)	-	(2 377 170)
Résultat opérationnel avant paiement en actions	(8 397 027)	1 991 309	(601 476)	(803 179)	988 303	(6 822 070)
Charges de personnel liées aux paiements en actions	(68 916)	(214 518)	-	-	-	(283 434)
Résultat opérationnel après paiement en actions	(8 465 943)	1 776 791	(601 476)	(803 179)	988 303	(7 105 504)
Coût de l'endettement financier net	(1 109 196)	28 190	4 068	(7 021)	(1 423)	(1 085 382)
Autres (charges) / produits financiers	404 111	4 502	(11 027)	-	(39 171)	358 415
(Charges) / produits d'impôts	-	279 029	(8 572)	(7 211)	-	263 246
Résultat net consolidé	(9 171 028)	2 088 512	(617 007)	(817 411)	947 709	(7 569 225)




Les dépenses des départements Recherche et Développement, Marketing, Distribution Export, Finance et Administration Générale engagées par le siège du Groupe sont toutes présentées sous le secteur « France », sans réallocation analytique sur les autres zones géographiques.





3.4 Bilan sectoriel 2017 en normes IFRS

En euros						Reste du monde	Total 31.12.2017
Ecart d'acquisition	2 626 620	-	-	-	-	-	2 626 620
Immobilisations incorporelles	6 751 890	1 130 863	-	-	-	-	7 882 753
Immobilisations corporelles	8 430 426	1 854 338	142 081	-	208 813	136 090	10 771 748
Immobilisations financières	374 990	285 576	-	20 070	5 882	-	686 518
Impôts différés	859 685	1 191 166	(5 704)	-	(651)	-	2 044 496
Total actifs non courants	19 043 611	4 461 943	136 377	20 070	214 044	136 090	24 012 135
Stocks et en-cours	8 400 742	1 115 799	117 691	-	178 468	-	9 812 700
Clients et comptes rattachés	1 309 859	1 693 532	103 628	8 634	47 929	809 553	3 973 135
Autres actifs courants	2 053 841	135 450	4 015	11 602	7 137	3 088	2 215 133
Trésorerie et équivalents de trésorerie	11 676 845	267 532	-	11 673	24 643	-	11 980 693
Total actifs courants	23 441 287	3 212 313	225 334	31 909	258 177	812 641	27 981 661
Total actif	42 484 898	7 674 256	361 711	51 979	472 221	948 731	51 993 796
Capital	2 413 266	-	-	-	-	-	2 413 266
Primes d'émission, de fusion, d'apport	60 567 352	-	-	-	-	-	60 567 352
Réserves consolidées	(38 347 310)	6 007 490	821 956	334 646	750 553	(31 150)	(30 463 815)
Résultat Groupe de la période	(10 345 979)	(18 442)	(629 328)	(356 897)	(321 511)	944 865	(10 727 292)
Total capitaux propres	14 287 329	5 989 048	192 628	(22 251)	429 042	913 715	21 789 511
Avances conditionnées	196 250	-	-	-	-	-	196 250
Provisions non courantes	574 567	-	-	-	-	-	574 567
Impôts différés	859 695	-	-	-	-	-	859 695
Dettes financières long terme	16 738 955	-	-	-	-	-	16 738 955
Total passifs non courants	18 369 467	-	-	-	-	-	18 369 467
Provisions courantes	137 761	-	87 914	-	-	-	225 675
Autres passifs financiers courants	4 383 979	-	3 284	115	-	-	4 387 378
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	3 392 734	1 132 761	42 179	69 715	9 826	25 641	4 672 856
Autres passifs courants	1 913 628	552 447	35 706	4 400	33 353	9 375	2 548 909
Total passifs courants	9 828 102	1 685 208	169 083	74 230	43 179	35 016	11 834 818
Total passif	42 484 898	7 674 256	361 711	51 979	472 221	948 731	51 993 796

Contrairement aux exercices et périodes précédentes, la répartition sectorielle des postes immobilisations corporelles et stocks au 31 décembre 2017 est désormais réalisée sur la base du prix de revient ou de production des actifs concernés, excluant ainsi toute marge intercompagnie. Les stocks et instruments (classés en immobilisations corporelles) détenus par les filiales affichent donc des variations significatives par rapport aux répartitions sectorielles précédentes.

3.5 Bilan sectoriel 2016 en normes IFRS

En euros					Reste du monde	Total 31.12.2016
Ecart d'acquisition	2 628 424	-	-	-	-	2 628 424
Immobilisations incorporelles	5 554 575	516 793	-	-	-	6 071 368
Immobilisations corporelles	6 916 792	2 694 808	258 946	93 590	135 081	10 099 217
Immobilisations financières	593 425	324 913	-	20 070	-	938 408
Impôts différés	1 407 981	1 097 719	(44 464)	(7 211)	-	2 454 025
Total actifs non courants	17 101 197	4 634 233	214 482	106 449	135 081	22 191 442
Stocks et en-cours	1 876 639	6 291 292	389 896	168 666	-	8 726 493
Clients et comptes rattachés	1 254 901	2 367 526	126 352	24 321	1 385 718	5 158 818
Autres actifs courants	3 025 993	447 064	16 904	20 156	1 360	3 511 477
Trésorerie et équivalents de trésorerie	7 558 458	407 091	49 487	4 456	43 648	8 063 140
Total actifs courants	13 715 991	9 512 973	582 639	217 599	1 430 726	25 459 928
Total actif	30 817 188	14 147 206	797 121	324 048	1 565 807	47 651 370

En euros					Reste du monde	Total 31.12.2016
Capital	1 605 307	-	-	-	-	1 605 307
Primes d'émission, de fusion, d'apport	42 448 276	-	-	-	-	42 448 276
Réserves consolidées	(35 612 220)	10 463 180	1 251 057	1 051 872	442 954	(22 403 157)
Résultat de l'exercice	(9 171 028)	2 088 512	(617 007)	(817 411)	947 709	(7 569 225)
Total capitaux propres	(729 665)	12 551 692	634 050	234 461	1 390 663	14 081 201
Avances conditionnées	317 500	-	-	-	-	317 500
Provisions non courantes	513 842	-	-	-	-	513 842
Impôts différés	1 407 986	-	-	-	-	1 407 986
Dettes financières long terme	18 308 727	-	-	-	-	18 308 727
Total passifs non courants	20 548 055	-	-	-	-	20 548 055
Provisions courantes	1 124 676	-	-	-	-	1 124 676
Dettes financières court terme	3 602 186	-	-	115	-	3 602 301
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	4 487 631	1 280 849	112 863	71 484	48 149	6 000 976
Autres passifs courants	1 784 305	314 665	50 208	17 988	126 995	2 294 161
Total passifs courants	10 998 898	1 595 514	163 071	89 587	175 144	13 022 114
Total passif	30 817 188	14 147 206	797 121	324 048	1 565 807	47 651 370

NOTE 4 : DONNEES OPERATIONNELLES

4.1 Indicateurs opérationnels de performance

Les indicateurs opérationnels de performance utilisés par le Groupe sont les suivants :

- le chiffre d'affaires ;
- le résultat opérationnel avant intérêts, amortissements et dépréciations ;
- le besoin en fonds de roulement (BFR) exprimé en % du chiffre d'affaires.

4.2 Stocks et en-cours

Les stocks de matières premières sont évalués au prix moyen pondéré, incluant les frais d'approche.

Les stocks de produits finis et semi finis ainsi que les en-cours sont valorisés au coût de revient, hors frais de commercialisation.

Une dépréciation est constatée dès lors que la valeur probable de réalisation du stock est inférieure à sa valeur comptable.

Les stocks en valeurs brutes et nettes se répartissent comme suit :

En euros	31.12.2017			31.12.2016		
	Valeurs brutes	Dépréciations	Valeurs nettes	Valeurs brutes	Dépréciations	Valeurs nettes
Matières premières	494 979	(26 379)	468 600	570 525	(53 962)	516 563
En-cours de production	1 072 507	(87 336)	985 171	640 224	(53 457)	586 767
Produits semi-finis	1 891 621	(157 507)	1 734 114	1 029 521	-	1 029 521
Produits finis	9 788 587	(3 163 772)	6 624 815	9 174 538	(2 580 896)	6 593 642
Total	13 247 694	(3 434 994)	9 812 700	11 414 808	(2 688 315)	8 726 493

En valeur brute, le stock augmente de 16 % par rapport à 2016. En 2017, le Groupe a connu une réorganisation industrielle majeure avec le transfert de son usine de production de La Rochelle à Rillieux-la-Pape, ayant entraîné de nombreux changements organisationnels et un recours temporaire significatif à la sous-traitance. Ces facteurs associés à une baisse conjoncturelle du chiffre d'affaires ont eu un impact défavorable sur les stocks. Le Groupe a pris la mesure de ces difficultés, et une nouvelle organisation industrielle et logistique basée sur une gestion des stocks en flux tirés est en cours de mise en place et devrait produire ses premiers effets bénéfiques dès le 2ème trimestre 2018.

Les dépréciations représentent au 31 décembre 2017 en moyenne 26 % des valeurs brutes contre 24 % au 31 décembre 2016. Leur augmentation de 0,7 million d'euros est liée à hauteur de 0,5 million d'euros à la hausse du niveau de stock et pour le reste, au mix du stock.

4.3 Créances clients et autres actifs courants

Les créances clients sont des actifs financiers courants, initialement enregistrées à la juste valeur et ultérieurement au coût amorti diminué des pertes de valeur éventuelles. La juste valeur des créances clients est assimilée à la valeur nominale compte tenu des échéances de paiement généralement inférieures à 3 mois.

Les créances clients peuvent, le cas échéant, faire l'objet d'une dépréciation. Les pertes de valeur sont enregistrées lorsqu'il devient probable que la créance ne sera pas encaissée et qu'il est possible d'estimer raisonnablement le montant de la perte. Les dépréciations sont évaluées en tenant compte de l'historique des pertes sur créances, de l'antériorité des créances et d'une estimation détaillée des risques. Elles sont comptabilisées en résultat opérationnel ou, si elles sont liées à un risque de cessation de paiement du débiteur, en autres produits et charges financiers.

Dans le cadre d'opérations récurrentes ou ponctuelles, les créances clients peuvent faire l'objet d'escompte et être cédées à des établissements bancaires. Conformément aux principes posés par IAS 39 sur la décomptabilisation des actifs financiers, une analyse est alors menée lors de ces opérations pour évaluer le transfert des risques et avantages inhérents à la propriété de ces créances et notamment celui du risque de crédit, du risque de retard de paiement et du risque de dilution. Si cet examen met en évidence non seulement le transfert contractuel du droit à recevoir les flux de trésorerie liés aux créances cédées, mais aussi celui de la quasi-totalité des risques et avantages, les créances clients sont alors décomptabilisées de l'état de la situation financière consolidée et tous les droits créés ou conservés lors du transfert sont reconnus, le cas échéant.

Dans la situation inverse, ce qui est généralement le cas pour le Groupe, les créances clients continuent à être comptabilisées dans l'état de la situation financière consolidée et une dette financière est reconnue à hauteur du montant escompté.

Les créances clients et autres actifs courants s'analysent comme suit :

En euros	31.12.2017			31.12.2016		
	Valeurs brutes	Dépréciations	Valeurs nettes	Valeurs brutes	Dépréciations	Valeurs nettes
Créances clients	4 003 281	(30 146)	3 973 135	5 195 604	(36 786)	5 158 818
Créances sociales	4 714	-	4 714	10 677	-	10 677
Créances fiscales	1 690 479	-	1 690 479	2 339 202	-	2 339 202
Autres créances	295 598	-	295 598	436 412	-	436 412
Charges constatées d'avance	224 342	-	224 342	725 186	-	725 186
Autres actifs courants	2 215 133	-	2 215 133	3 511 477	-	3 511 477
Total actifs courants	6 218 414	(30 146)	6 188 268	8 707 081	(36 786)	8 670 295
Délais de recouvrement moyen	55 jours			53 jours		

Les créances clients dont l'espérance de recouvrement est fortement improbable font l'objet d'une provision pour dépréciation.

Les créances fiscales comprennent essentiellement le crédit impôt recherche, le crédit d'impôt compétitivité pour l'emploi et la TVA à récupérer.

La variation de 0,5 million d'euros des charges constatées d'avance s'explique par l'enregistrement en décembre 2016 de factures de loyers concernant le 1^{er} trimestre 2017, alors qu'en fin d'année 2017, les factures de loyers relatifs au 1^{er} trimestre 2018 n'ont pas été réceptionnées sur l'exercice.

4.4 Dettes fournisseurs et autres passifs courants

Les dettes fournisseurs et les autres passifs courants évoluent comme suit :

En euros	31.12.2017	31.12.2016
Dettes fournisseurs	4 672 856	6 000 976
Dettes sociales	1 871 207	1 666 076
Dettes fiscales	237 931	337 054
Autres dettes	439 771	291 031
Autres passifs courants	2 548 909	2 294 161
Total passifs courants	7 221 765	8 295 137
<i>dont part à moins d'un an</i>	<i>6 971 619</i>	<i>8 295 137</i>

Les dettes fournisseurs après avoir connu, fin 2016, un accroissement important dû à un recours très significatif à la sous-traitance pour pallier la fermeture de l'usine de production de La Rochelle et la montée en charge progressive du nouveau site de Rillieux-la-Pape, ont retrouvé un niveau normatif.

L'évolution des autres passifs courants est liée à la progression des effectifs et de la masse salariale au cours de l'exercice 2017.

4.5 Produits de l'activité

Conformément à la norme IAS 18, les produits de l'activité sont enregistrés nets de rabais, remises, ristournes, avoirs et escomptes. Les produits sont comptabilisés dès lors que :

- il est probable que les avantages économiques futurs bénéficieront au Groupe ;
- leur montant peut être estimé de façon fiable ;
- à la date de transaction, il est probable que le montant de la vente sera recouvré.

Le chiffre d'affaires est composé de la valeur hors taxes des biens et services vendus par les sociétés intégrées dans le cadre normal de leur activité après élimination des ventes intra-groupe.

Le chiffre d'affaires est comptabilisé à la date où la majorité des risques et avantages inhérents à la propriété sont transférés, soit le plus souvent lors de l'expédition des produits. Dans certains cas, lorsque le Groupe livre directement les établissements de santé, les implants et instruments sont mis en dépôt. Ils ne sont donc pas facturés au moment de la livraison et restent comptabilisés dans les actifs du Groupe. Seuls les implants ayant fait l'objet d'une pose et/ou les instruments perdus ou cassés sont par la suite facturés.

Des inventaires des actifs en dépôts sont réalisés de façon régulière, soit directement sur le terrain, soit après renvoi et examen des actifs dans les centres de distribution du Groupe et les ajustements comptables nécessaires sont enregistrés dans les états financiers.

Le résultat issu du débouclage des couvertures de change portant sur les transactions commerciales est présenté en autres produits et charges opérationnels.

4.6 Frais de recherche et développement

4.6.1 Coûts de développement capitalisés

Le processus d'innovation peut s'analyser en une activité de recherche et une activité de développement. La recherche est l'activité qui permet d'acquérir des connaissances scientifiques ou des techniques nouvelles. Le développement est l'application des résultats de la recherche en vue de la réalisation des produits avant le commencement de leur production commerciale.

Les coûts liés à la recherche sont comptabilisés en charge au cours duquel ils sont encourus.

Les frais de développement sont quant à eux immobilisés, dès lors que le Groupe est en mesure de démontrer :

- son intention ainsi que sa capacité financière et technique de mener le projet de développement à son terme ;
- que l'actif incorporel générera des avantages économiques futurs d'une valeur supérieure à sa valeur nette comptable ;
- et que le coût de cet actif incorporel peut être évalué de façon fiable.

Les frais de développement immobilisés sont amortis sur une durée de 5 ans maximum.

Les coûts de développement capitalisés sur l'exercice sont inscrits dans les postes bilantiels suivants :

En euros	31.12.2017	31.12.2016
Frais de recherche et développement	1 891 664	2 215 210
Frais de brevets	229 847	109 358
Logiciels	816 032	120 221
Total	2 937 543	2 444 789

4.6.2 Frais de recherche et développement enregistrés dans le compte de résultat

Les frais de recherche et développement passés en charges sont constitués des dépenses de la période qui n'ont pas fait l'objet d'activation et des dotations aux amortissements des frais de R&D activés. Ils sont minorés du montant du crédit impôt recherche.

En France, le crédit impôt recherche dont le calcul est basé sur certaines dépenses de recherche relatives à des projets jugés « éligibles » est remboursé par l'État, quelle que soit la situation de l'entité au regard de l'impôt sur les sociétés : si la société bénéficiaire du crédit impôt recherche est redevable de l'impôt, ce crédit est imputé sur l'impôt à payer ; à défaut, il est remboursé par l'État. Le crédit impôt recherche, ou tout autre dispositif fiscal similaire pouvant exister dans d'autres juridictions étrangères, n'entre donc pas dans le champ d'application de la norme IAS 12 « Impôts sur le résultat » et est comptabilisé en diminution des frais de recherche et développement en résultat opérationnel au rythme où les coûts financés sont reconnus en charges

Le montant total des frais de R&D inscrit en charges de l'exercice s'analyse de la manière suivante :

En euros	31.12.2017	31.12.2016
Frais de recherche et développement	3 810 600	2 833 186
Frais de recherche et développement activés	(2 937 543)	(2 444 789)
Amortissements des frais de recherche et développement activés	2 041 198	1 666 296
Crédit impôt recherche	(897 375)	(990 327)
Total	2 016 880	1 064 366

4.7 Charges d'amortissement et de dépréciation

Les charges et reprises d'amortissements et de dépréciations incluses dans le résultat concernent les actifs suivants :

Amortissements	31.12.2017	31.12.2016
Droits de propriété industrielle et commerciale	301 568	388 384
Autres immobilisations incorporelles	1 728 574	1 284 317
Constructions	6 424	17 720
Installations techniques, matériel et outillage, instruments	2 219 605	2 152 314
Autres immobilisations corporelles	740 705	395 501
Total	4 996 876	4 238 236

Les règles et principes relatifs à la comptabilisation des immobilisations et des amortissements et dépréciations les concernant sont examinés en détail en note 6.

Dépréciations	31.12.2017	31.12.2016
Stocks	746 679	654 601
Clients	(6 640)	(32 919)
Total	740 039	621 682

Les dotations aux amortissements se ventilent de la manière suivante :

En euros	31.12.2017	31.12.2016
Coût des ventes	380 626	399 193
Frais de recherche et développement et brevets	2 041 198	1 666 296
Frais de commercialisation	1 745 501	1 670 137
Frais administratifs	773 992	412 668
Autres produits et charges opérationnels	55 559	89 942
Total	4 996 876	4 238 236

4.8 Redevances

Les redevances versées à certains chirurgiens concepteurs liées aux rachats par contrat de leurs droits d'inventeur sont calculées et payées trimestriellement sur la base du chiffre d'affaires généré par le Groupe sur chacun des produits concernés. Ces redevances sont enregistrées en charges d'exploitation.

Les redevances perçues sur les brevets dont le Groupe est propriétaire et qui sont utilisés dans d'autres applications médicales par d'autres sociétés sont enregistrées en produits d'exploitation.

4.9 Résultat opérationnel et autres produits et charges opérationnels

4.9.1 Résultat opérationnel

Le résultat opérationnel inclut l'ensemble des produits et des charges autres que :

- les produits et charges d'intérêts ;
- les autres produits et charges financiers ;
- les impôts sur les résultats.

4.9.2 Autres produits et charges

Afin de faciliter la lecture du compte de résultat et de la performance du Groupe, les éléments inhabituels et significatifs à l'échelle de l'ensemble consolidé sont identifiés sur la ligne du résultat opérationnel intitulée « autres produits et charges ».

Les autres produits et charges se ventilent de la manière suivante :

En euros	31.12.2017
Frais d'avocats	416 291
Litiges salariés	372 944
Régularisation des charges sur exercices antérieurs	91 690
Solde des frais de restructuration	14 585
Autres	28 600
Total	924 110

Les frais d'avocats sont liés à l'action intentée en justice contre K2M par MEDICREA USA ainsi que des frais de défense dans le cadre d'une investigation diligentée par le département de la Justice américaine (DOJ) désormais terminée.

Les autres produits et charges de l'exercice 2016 étaient essentiellement composés des frais liés au déménagement des activités de Neyron et de La Rochelle sur le nouveau site de Rillieux-la-Pape et des coûts de fermeture de l'unité de production rochelaise.

4.10 Incidences des variations de change sur le chiffre d'affaires et le résultat opérationnel

Les taux moyens de change ont évolué comme suit :

Taux moyen de conversion	31.12.2017	31.12.2016
USD / EUR	1,12493	1,10605
GBP / EUR	0,87313	0,81251
PLN / EUR	4,26218	4,3622






L'incidence des variations de change sur la comparabilité des états financiers des exercices 2016 et 2017 se traduit de la manière suivante :

En euros	31.12.2017 au taux 2017	31.12.2017 au taux 2016	Impact de change
Chiffre d'affaires	27 147 831	27 453 098	(305 267)
Résultat opérationnel après paiement en actions	(8 812 269)	(8 816 247)	3 978

NOTE 5 : CHARGES ET AVANTAGES DU PERSONNEL

5.1 Effectif

L'effectif par collègue, sexe et par zone géographique se répartit comme suit :

	31.12.2017			31.12.2016		
	Hommes	Femmes	Total	Hommes	Femmes	Total
Cadres	50	34	84	53	31	84
Agents de maîtrise - Employés	51	37	88	51	34	85
Total	101	71	172	104	65	169
	74	52	126	69	44	113
	23	14	37	28	14	42
	4	2	6	5	2	7
	-	-	-	2	3	5
	-	3	3	-	2	2

5.2 Avantages du personnel

Les avantages du personnel sont évalués conformément à la norme IAS 19 révisée, applicable depuis le 1^{er} janvier 2014. Ils se décomposent entre avantages à court terme et avantages à long terme.

Les salariés du Groupe bénéficient d'avantages à court terme tels que les congés payés, congés maladie, primes et autres avantages (autres que les indemnités de fin de contrat) payables dans les douze mois suivant la fin de la période pendant laquelle les salariés ont rendu les services correspondants.

Ces avantages sont comptabilisés dans les dettes courantes et enregistrés en charges sur l'exercice lorsque le service est rendu par le salarié.

Les avantages à long terme couvrent deux catégories d'avantages au personnel :

- les avantages postérieurs à l'emploi qui incluent notamment les indemnités de départ à la retraite, les compléments de retraite ainsi que la couverture de certains frais médicaux pour les retraités et préretraités ;
- les autres avantages à long terme (pendant l'emploi) qui recouvrent principalement les médailles du travail.

Les différents avantages offerts à chaque employé dépendent des législations locales, conventions ou accords en vigueur dans chaque société du Groupe. Ces avantages se caractérisent de deux manières :

- les régimes dits à cotisations définies qui ne sont pas porteurs d'engagement futur puisque l'obligation de l'employeur est limitée au versement régulier de cotisations ; ils sont enregistrés en charge sur la base des appels à cotisation ;
- les régimes dits à prestations définies par lesquels l'employeur garantit un niveau futur de prestations. Une obligation (cf. note 5.3) est alors comptabilisée au passif de la situation financière.

Le compte de résultat présente les frais de personnel par destination. Ils comprennent notamment les éléments suivants :

En euros	31.12.2017	31.12.2016
Traitement et salaires, intérimaires	11 402 201	11 551 898
Charges sociales	3 478 891	3 217 241
Crédit d'Impôt pour la compétitivité et l'emploi	(161 667)	(134 080)
Charges de retraite des régimes à cotisations définies	87 492	(42 869)
Activation des frais de recherche et développement (1)	(1 257 475)	(1 486 558)
Total	13 549 442	13 105 632

(1) : pour la composante salaires et charges uniquement

En France, le Groupe bénéficie du crédit d'Impôt pour la compétitivité et l'emploi (CICE) dont le calcul est basé sur une partie des rémunérations versées aux salariés. Ce crédit d'impôt est remboursé par l'État, quelle que soit la situation de l'entité au regard de l'impôt sur les sociétés : Il n'entre donc pas dans le champ d'application de la norme IAS 12 « Impôts sur le résultat ». Le CICE est comptabilisé en diminution des charges de personnel dans le résultat opérationnel.

Ces charges de personnel se ventilent comme suit :

En euros	31.12.2017	31.12.2016
Coût des ventes	2 539 950	2 256 701
Frais de recherche et développement (1)	340 976	61 027
<i>dont salaires et charges</i>	<i>1 598 451</i>	<i>1 547 585</i>
<i>dont quote part des frais activés</i>	<i>(1 257 475)</i>	<i>(1 486 558)</i>
Frais de commercialisation	7 909 373	8 500 790
Frais administratifs	2 759 143	2 287 114
Total	13 549 442	13 105 632

(1) : correspond aux frais de personnel non activés

5.3 Régime de retraites et engagements assimilés

Les régimes à cotisations définies (régimes de retraites légales et complémentaires) se caractérisent par des versements à des organismes qui libèrent l'employeur de toute obligation ultérieure, l'organisme se chargeant de verser aux salariés les montants qui leur sont dus. De par leur nature, les régimes à cotisations définies ne donnent pas lieu à comptabilisation de provisions, les cotisations étant enregistrées lorsqu'elles sont dues.

Conformément à la norme IAS 19 révisée, dans le cadre des régimes à prestations définies, les avantages postérieurs à l'emploi et autres avantages à long terme sont évalués selon la méthode actuarielle des unités de crédits projetées à partir de paramètres propres à chaque salarié (âge, catégorie socioprofessionnelle), et d'hypothèses spécifiques à l'entreprise (convention collective, taux de rotation du personnel, projection de salaires futurs, table de mortalité).

Des écarts actuariels sont générés lorsque des différences sont constatées entre les données réelles et les prévisions effectuées antérieurement, ou suite à des changements d'hypothèses actuarielles. Dans le

cas d'avantages postérieurs à l'emploi, les écarts actuariels générés sont comptabilisés dans le résultat global, nets d'impôts différés.

Les coûts des services passés, résultant de l'adoption d'un nouveau régime ou de la modification d'un régime existant à prestations définies, sont immédiatement comptabilisés en résultat. La charge comprend :

- le coût des services rendus au cours de l'exercice, le coût des services passés ainsi que les éventuels effets de toute réduction ou liquidation de régime qui sont comptabilisés en résultat opérationnel ;
- la charge nette d'intérêts sur les obligations et les actifs de couverture comptabilisée en résultat financier.

Le Groupe ne finance pas ses engagements par le versement de cotisations à des fonds externes. La couverture des indemnités de fin de carrière telles que prévue par la convention collective dont dépend la société MEDICREA INTERNATIONAL (Import/ Export) fait l'objet d'une provision enregistrée en passif courant pour la part à moins d'un an et non courant pour le reste. L'engagement correspondant est évalué sur une base annuelle à partir des caractéristiques propres et de facteurs d'évolution externe résumés comme suit :

- âge de départ à la retraite : âge auquel le salarié obtient le nombre de trimestres nécessaires pour liquider sa rente sécurité sociale sans abattement ;
- taux de charges sociales : ajusté en fonction du statut du salarié et de la société. En moyenne, les taux sont de 46 % pour les cadres et 41 % pour les non cadres ;
- taux de revalorisation des salaires : 2 % ;
- mode de départ : à l'initiative du salarié ;
- table de mortalité : INSEE 2012-2014 par sexe ;
- mobilité annuelle : en fonction du collègue (cadres et non cadres) et en fonction de l'âge, avec un taux de rotation nul au-delà de 50 ans ;
- taux d'actualisation : 1,30 %, basé, à la date de l'évaluation, sur les taux des obligations à long terme du secteur privé de grande qualité en euros (Corporate bonds AA10+) pour une durée équivalente à celle des engagements, en application de la norme IAS19 et de la recommandation de l'ANC.

Le montant des droits acquis provisionnés au 31 décembre 2017 s'élève à 600 328 euros, comparé à 525 011 euros au 31 décembre 2016. Les variations s'analysent comme suit :

En euros	31.12.2017	31.12.2016
Dette actuarielle au 31.12.2016	525 011	468 043
<i>Coût des services en résultat opérationnel</i>	<i>87 492</i>	<i>(42 869)</i>
<i>Coût financier net</i>	<i>7 272</i>	<i>10 219</i>
Charge de l'exercice au titre des régimes à prestations définies	94 764	(32 650)
Ecart actuariels	(19 447)	89 618
Dette actuarielle au 31.12.2017	600 328	525 011

La sensibilité des résultats à la variation du taux d'actualisation est la suivante :

Taux d'actualisation	31.12.2017
1,05 %	629 396
1,30 %	600 328
1,55 %	572 954

La sensibilité des résultats à la variation du taux de progression des salaires est la suivante :

Taux de progression des salaires	31.12.2017
Hypothèses -1 %	499 666
Hypothèses	600 328
Hypothèses +1 %	725 606

Les prestations qui devront être versées dans les 10 prochaines années au titre des indemnités de fin de carrière sont estimées comme suit :

En milliers d'euros	31.12.2017
2018	26
2019	14
2020	7
2021	3
2022	33
2023/2027	36
Total	119

Les membres du Conseil d'Administration et les cadres dirigeants ne bénéficient pas de régime de retraite supplémentaire.

Pour les filiales étrangères, une revue détaillée des obligations en matière d'engagements de retraite est réalisée sur la base des règles applicables à chaque pays et des provisions sont comptabilisées si nécessaires.

5.4 Médailles de travail

Les engagements au titre des médailles de travail ne font pas l'objet de provision, la convention collective applicable ne prévoyant pas de disposition particulière en la matière.

5.5 Paiements fondés sur des actions

Certains salariés du groupe MEDICREA reçoivent une rémunération en instruments de capitaux propres dont le paiement est fondé sur des actions. Cette rémunération prend la forme de plans d'attribution d'actions gratuites ou de plans d'options d'achat d'actions. La quasi-totalité des coûts relatifs à ces plans est comptabilisée en charges.

Les plans d'options de souscription et d'actions gratuites sont des plans dits « equity settled » selon la classification définie dans la norme IFRS 2. Le Groupe évalue à la date d'attribution à leur juste valeur les instruments des plans dont le paiement est fondé sur des actions. La juste valeur des actions est déterminée selon le modèle de Black & Scholes qui satisfait aux critères de la norme IFRS 2.

La juste valeur est comptabilisée en charges de personnel sur la période d'acquisition des droits, avec pour contrepartie un compte de réserve spécifique. Le montant comptabilisé tient compte du nombre de bénéficiaires, de la probabilité d'acquisition des droits ajustée des hypothèses de départ, du prix du sous-jacent, de la maturité des options, du taux de dividendes, de la volatilité du titre MEDICREA et du taux sans risque. Ces charges sont reconnues sur la durée d'acquisition des droits. Pour les options de souscription d'actions, un tiers de la juste valeur est reconnue l'année de l'attribution des options, un tiers l'année suivante et le solde deux ans plus tard. Pour les actions gratuites, la juste valeur des instruments accordés aux bénéficiaires est reconnue jusqu'à présent sur deux ans ou un an pour celles attribuées dans le cadre de la loi Macron hormis pour les salariés américains pour lesquels la durée est de quatre ans ou deux ans pour celles attribuées sous le régime Macron.

La volatilité retenue a été déterminée sur la base d'une observation de l'historique du titre MEDICREA et a été comparée à celle des titres d'un échantillon de sociétés comparables. Le taux sans risque correspond au taux zéro coupon Eurozone 6 ans à la date d'attribution. Les titres annulés ont été pris en compte pour ne valoriser que les instruments restant en circulation.

A l'échéance de la période d'acquisition, le montant des avantages cumulés comptabilisés est maintenu en réserves, que les options aient été levées ou non.

Les Assemblées Générales des 10 mars 2006, 25 juin 2009, 14 juin 2012, 25 juin 2014, 3 juin 2015, 18 décembre 2015, 7 juin 2016, 15 juin 2017 et 8 novembre 2017 ont délégué au Conseil d'Administration la compétence d'attribution d'options de souscription ou d'achat d'actions et d'attribution d'actions gratuites. Les Conseils d'Administration des 5 juin 2008, 25 juin 2009, 17 décembre 2009, 17 juin 2010, 16 juin 2011, 17 décembre 2013, 27 mars 2014, 3 septembre 2015, 25 juillet 2016, 19 septembre 2016, 14 septembre 2017 et 22 décembre 2017 ont attribué des options de souscription d'actions et/ou des actions gratuites.

5.5.1 Plans d'options d'achat d'actions

Les caractéristiques des plans d'achat d'actions en faveur du personnel du groupe MEDICREA, autorisés par l'assemblée générale des actionnaires, sont les suivantes au 31 décembre 2017 :

Année de mise en place du plan	Nombre d'options autorisées	Nombre d'options annulées	Nombre d'options exercées	Nombre d'options restant à acquérir au 31/12/2017	Prix d'exercice en euros	Année limite de levée des options
2008	20 723	10 964	4 167	5 592	6	2018
2009	53 480	33 000	20 480	-	-	-
2010	112 800	99 926	12 874	-	-	-
2011	95 500	84 500	-	11 000	9,10 / 11,44 *	2018
2013	10 000	10 000	-	-	8,77	2020
2014	30 000	-	-	30 000	9,10	2021
2015	12 000	12 000	-	-	-	-
2016	406 500	406 500	-	-	5,43 * / 5,74 *	2023
2017	660 000	-	-	660 000	4,19 / 4,11 * / 2,92 *	2024
Total	1 401 003	656 890	37 521	706 592		

* Le prix d'exercice est différent pour les salariés américains car les dates d'attribution définitives sont effectives 20 jours de bourse après la date du Conseil d'Administration décidant de l'attribution.

5.5.2 Plans d'actions gratuites

Les caractéristiques des plans d'actions gratuites autorisés par l'assemblée générale des actionnaires, sont les suivantes au 31 décembre 2017 :

Année de mise en place du plan	Nombre d'actions gratuites autorisées	Nombre d'actions gratuites annulées	Nombre d'actions gratuites acquises	Nombre d'actions restant à remettre au 31/12/2017	Année d'acquisition (1)
2008	18 099	936	17 163	-	2010 / 2012
2009	45 800	8 100	37 700	-	2011 / 2013
2010	45 885	9 965	35 920	-	2012 / 2014
2011	3 500	-	3 500	-	2013
2016	72 990	9 000	32 990	31 000	2017 / 2018
Total	186 274	28 001	127 273	31 000	

(1) L'année d'acquisition varie selon les pays où sont salariés les bénéficiaires du plan

5.5.3 Variations des plans d'options d'achat d'actions et d'actions gratuites

Les opérations intervenues sur les instruments de paiements sur base d'actions se résument comme suit pour l'exercice 2017 :

	Nombre d'options	Options de souscription			Actions gratuites		
		Durée de vie contractuelle résiduelle moyenne	Prix d'exercice moyen (en euros)	Nombre d'actions	Durée de vie contractuelle résiduelle moyenne		
					France	Etats-Unis	
Solde au 31.12.15	229 338	2,36	7,29	-	-	-	
- attribuées	406 500	4,74	5,43	72 990	0,72	1,72	
- annulées	(4 400)	0,77	6,81	-	-	-	
- expirées	(61 720)	-	6,16	-	-	-	
- exercées	-	-	-	-	-	-	
Solde au 31.12.16	569 718	5,33	6,09	72 990	0,72	1,72	
- attribuées	660 000	6,89	3,00	-	-	-	
- annulées	(464 000)	5,64	5,75	(9 000)	-	-	
- expirées	(59 126)	-	6,14	-	-	-	
- exercées	-	-	-	(32 990)	-	-	
Solde au 31.12.17	706 592	6,58	3,67	31 000	-	0,72	

5.5.4 Traductions comptables des instruments attribués

Les charges relatives aux instruments attribués depuis l'origine s'analysent comme suit :

Date d'attribution	Type	Nombre d'instruments en circulation	Prix d'exercice (en €)	Prix de l'action à la date d'attribution (en €)	Taux de dividende	Volatilité attendue	Taux sans risque	Juste valeur (en €)	Charge comptable 2017 (en K€)	Charge des plans depuis l'origine (en K€)
05.06.2008	Option	9 759	6,00	5,73	0%	40%	4,44%	2,74	-	69
05.06.2008	Action	17 163	Gratuit	5,73	0%	-	-	5,73	-	97
25.06.2009	Option	7 480	6,16	6,55	0%	40%	2,89%	2,63	-	262
25.06.2009	Action	35 700	Gratuit	6,55	0%	-	-	6,55	-	267
17.12.2009	Option	13 000	6,32	5,96	0%	40%	2,54%	2,31	-	33
17.12.2009	Action	2 000	Gratuit	5,96	0%	-	-	5,96	-	12
17.06.2010	Option	12 874	6,14	6,22	0%	40%	1,83%	2,44	-	247
17.06.2010	Action	35 920	Gratuit	6,22	0%	-	-	6,22	-	264
16.06.2011	Option	11 000	9,10	9,40	0%	33%	2,37%	3,06	-	87
16.06.2011	Action	3 500	Gratuit	9,40	0%	-	-	9,40	-	33
27.03.2014	Option	30 000	9,10	9,14	0%	35%	2,33%	3,01	3	91
03.09.2015	Option	-	6,67	6,48	0%	33%	0,37%	1,77	-	14
25.07.2016	Option	-	5,43	5,87	0%	36%	-0,31%	1,88	-	161
22.08.2016	Action	22 000	Gratuit	5,87	0%	-	-	5,87	65	83
19.09.2016	Action	41 990	Gratuit	5,85	0%	-	-	5,85	165	242
14.09.2017	Option	160 000	4,19	3,86	0%	34%	-0,01%	0,99	28	28
14.09.2017	Option	50 000	4,11	4,61	0%	34%	-0,01%	1,50	13	13
21.12.2017	Option	450 000	2,92	2,66	0%	35%	0,11%	1,35	8	8
Total		902 386							287	2 205

Ce tableau ne tient pas compte des 37 521 stocks options qui ont été exercées en 2014 et 2015.

5.6 Employee Stock Purchase Plan (ESPP) - Plan d'achat d'actions des salariés aux Etats-Unis

Un plan d'achat d'actions réservé aux salariés américains de MEDICREA USA est en place depuis le 1^{er} janvier 2015. Il leur permet d'acquérir des actions de la société mère MEDICREA INTERNATIONAL, dans un cadre fiscal et juridique strictement défini par la réglementation américaine, et dont les principales caractéristiques sont les suivantes :

- Seuls les salariés ayant au minimum une ancienneté de 3 mois lors de la souscription annuelle (en décembre) peuvent participer au plan en versant mensuellement une somme forfaitaire sur un compte dédié ;
- Les sommes ainsi accumulées leur permettent, chaque fin d'année, d'acheter des actions MEDICREA INTERNATIONAL sur la base de 85 % du prix de l'action calculé par référence à la moyenne des cours du 1^{er} janvier et du 30 novembre ;
- Ces actions doivent être conservées 12 mois avant de pouvoir être vendues ou transférées.

Depuis la mise en place de ce plan, 17 481 actions ont été souscrites par 7 salariés (3 303 actions en 2017 à un cours de 3,45 dollars, 7 879 actions en 2016 à un cours de 4,32 dollars et 6 299 actions en 2015 à un cours de 6,41 dollars). La différence entre le prix effectivement versé par la société pour acquérir les titres et le prix payé par les salariés est passée en charge de l'exercice (2 015 dollars en 2017). Les frais liés à l'administration de ce plan, (12 730 dollars en 2017) sont supportés par MEDICREA USA.

5.7 Compte Personnel de Formation (CPF)

Seules les dépenses de formation effectivement engagées suite à une décision mutuelle entre le salarié et le Groupe sont comptabilisées en charges au cours de l'exercice. Une dotation aux provisions est enregistrée uniquement dans les deux cas suivants :

- désaccord persistant sur deux exercices successifs entre le salarié et le Groupe, si le salarié demande à bénéficier d'un congé individuel de formation auprès du Fongecif ;
- démission ou licenciement du salarié si celui-ci demande à bénéficier de son droit individuel à la formation avant la fin de sa période de préavis.

La contribution annuelle du Groupe au titre du CPF (0,2% de la masse salariale des sociétés françaises) est versée aux Organismes Paritaires Collecteurs Agréés (OPCA) qui assurent par conséquent le financement des futures formations réalisées dans ce cadre.

5.8 Rémunération des dirigeants et des mandataires sociaux

MEDICREA INTERNATIONAL compte deux dirigeants mandataires sociaux. Il s'agit de Monsieur Denys SOURNAC, Président et Directeur Général de MEDICREA INTERNATIONAL et de Monsieur Jean Philippe CAFFIERO, Directeur Général Délégué de MEDICREA INTERNATIONAL.

Monsieur SOURNAC n'est pas salarié de MEDICREA INTERNATIONAL et n'est pas rémunéré pour son mandat par la Société. La holding d'animation ORCHARD INTERNATIONAL, perçoit des honoraires

notamment pour les prestations assurées par Monsieur SURNAC pour le Groupe MEDICREA. Ces honoraires sont versés via un contrat de prestations entre ORCHARD INTERNATIONAL et MEDICREA INTERNATIONAL. Le montant des prestations facturées par ORCHARD à MEDICREA INTERNATIONAL au titre de l'exercice 2017 pour les travaux effectués par Monsieur SURNAC s'est élevé à 300 000 euros HT (idem en 2016).

Monsieur SURNAC n'a pas perçu de la Société d'autres rémunérations directes et indirectes autres que celles mentionnées ci-dessus, hormis des jetons de présence d'un montant de 7 000 euros en 2017 (6 000 euros en 2016).

Monsieur CAFFIERO n'est pas rémunéré pour son mandat de Directeur Général Délégué. Les prestations de direction des ventes export de Monsieur CAFFIERO sont facturées par ORCHARD INTERNATIONAL, à MEDICREA INTERNATIONAL, via le contrat de prestations qui lie les deux sociétés

ORCHARD INTERNATIONAL a facturé en 2017 à MEDICREA INTERNATIONAL, au titre des missions de direction des ventes exercées par Monsieur CAFFIERO, 64 000 euros HT (idem en 2016). Il est précisé qu'à compter du 1er janvier 2015 Monsieur CAFFIERO a réduit ses activités au sein du Groupe, entraînant ainsi une diminution significative du montant des prestations facturées par ORCHARD INTERNATIONAL. Depuis le 1^{er} janvier 2018, Monsieur CAFFIERO n'exerce plus de fonctions opérationnelles au sein du Groupe mais conserve son mandat d'administrateur de MEDICREA INTERNATIONAL.

Monsieur CAFFIERO n'a pas perçu d'autres rémunérations directes et indirectes autres que celles mentionnées ci-dessus, hormis des jetons de présence d'un montant de 7 000 euros en 2017 (6 000 euros en 2016).

NOTE 6 : IMMOBILISATIONS INCORPORELLES, CORPORELLES ET FINANCIERES

6.1 Ecart d'acquisition ou goodwill

Lors d'un regroupement d'entreprises, les paiements effectués par le Groupe en prévision d'avantages économiques futurs générés par des actifs qui ne peuvent être identifiés individuellement et enregistrés séparément sont comptabilisés comme écart d'acquisition à l'actif du bilan.

Les écarts d'acquisition concernent principalement la société MEDICREA TECHNOLOGIES à La Rochelle acquise en 2002 à l'issue d'un LBO.

En application de la norme IAS 36, ces écarts ne sont pas amortis, et font l'objet de tests de dépréciation effectués au moins à chaque clôture d'exercice en comparant l'ensemble des actifs à leur valeur de marché, représentée par la capitalisation boursière.

Sur la base du cours de l'action MEDICREA au 31 décembre 2017, la capitalisation boursière était de 45,2 millions d'euros à comparer à une situation nette consolidée de 21,8 millions d'euros à la même date.

6.2 Tests de perte de valeur des actifs immobilisés

Des tests de perte de valeur sont réalisés pour les actifs immobilisés corporels et incorporels dès lors qu'un indice de perte de valeur apparaît, et au moins une fois par an, pour les actifs incorporels à durée de vie indéfinie. En application de la norme IAS 36, lorsque la valeur nette comptable de ces actifs à durée de vie indéfinie devient supérieure au montant le plus élevé de leur valeur d'utilité ou de marché, une dépréciation est enregistrée, du montant de la différence. La valeur d'utilité est fondée sur les flux de trésorerie futurs actualisés qui seront générés par ces actifs. La valeur de marché de l'actif est déterminée par référence à des transactions similaires récentes ou à des évaluations réalisées par des experts indépendants dans une perspective de cession.

Pour ces tests, les actifs sont ventilés par Unités Génératrices de Trésorerie (UGT) qui correspondent à des ensembles homogènes de génération de trésorerie. Au regard de l'organisation en place dans le Groupe et des flux entre les différentes sociétés, une seule UGT a été identifiée.

6.3 Immobilisations incorporelles

Les immobilisations incorporelles comprennent les frais de recherche et développement, les brevets et marques et les logiciels. Les frais de recherche et développement, lorsqu'ils satisfont à l'ensemble des critères selon la norme IAS 38, sont inscrits à l'actif du bilan. Les frais activés reposent sur un suivi analytique précis permettant une ventilation des coûts engagés par type et par projet. Ces frais sont maintenus à l'actif tant que la société conserve l'essentiel des avantages et des risques liés aux actifs. Les frais de recherche et développement sont amortis linéairement sur la durée d'utilisation attendue, qui correspond à la durée des avantages économiques futurs attendus. Cette durée est généralement de 5 ans.

En application de la norme IAS 23, les coûts d'emprunts, attribués au financement des dépenses de recherche et développement faisant l'objet d'une inscription en immobilisations incorporelles, sont considérés comme un élément du coût de ces actifs et donc capitalisés.

Les brevets, licences et marques sont amortis sur 5 à 10 ans, en fonction de leur durée d'utilisation.

Les logiciels sont amortis sur des durées allant de un à cinq ans.

6.4 Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles acquises séparément sont évaluées initialement à leur coût historique conformément à la norme IAS 16. Ce coût inclut les dépenses qui sont directement liées à l'acquisition du bien et le coût estimé de l'obligation de remise en état d'une partie de l'actif le cas échéant.

Les immobilisations corporelles sont décomposées si leurs composantes ont des durées d'utilité différentes ou qu'elles procurent des avantages au Groupe selon un rythme différent nécessitant l'utilisation de taux et de mode d'amortissement différents.

Les dépenses ultérieures sur immobilisations sont comptabilisées en charges lorsqu'elles sont encourues, sauf celles engagées pour prolonger la durée de vie du bien.

Les ancillaires faisant partie des kits mis à disposition des établissements de santé clients sont immobilisés jusqu'à leur retour ou leur remplacement pour cause de casse, de perte ou d'obsolescence.

Les immobilisations corporelles font l'objet d'un test de dépréciation selon la méthode exposée dans la note 6.2.

Les amortissements sont calculés en fonction de la durée d'utilité estimée des immobilisations :

- installations techniques et matériels : de 3 à 10 ans ;
- matériel de démonstration : 3 ans ;
- kits d'instruments : 3 ans ;
- matériel de bureau et informatique, et mobilier : de 3 à 10 ans ;
- installations générales et agencements : de 10 à 12 ans ;
- véhicules : 4 ans.

S'agissant des installations et agencements du nouveau siège de Rillieux-la-Pape ou des locaux de New-York, la durée d'utilité estimée correspond à la durée totale du bail.

6.5 Immobilisations financières

Elles sont constituées essentiellement des dépôts et cautionnements. Ceux-ci ne sont pas actualisés en l'absence de date d'échéance connue, et compte tenu de leur faible valeur. Une dépréciation est constatée, le cas échéant, lorsque leur valeur comptable est supérieure à leur valeur recouvrable.

6.6 Immobilisations et amortissements relatifs aux deux derniers exercices

Les immobilisations (hors écarts d'acquisition) se décomposent comme suit :

Immobilisations – En euros	31.12.2017	31.12.2016
Frais de recherche & développement	12 438 508	10 611 860
Brevets et droits similaires	4 468 561	3 688 144
Licences et logiciels	2 404 187	1 246 653
Marques	25 133	25 133
Immobilisations incorporelles	19 336 389	15 571 790
Constructions	4 525	22 182
Installations techniques et matériels	6 148 968	6 461 797
Matériel de démonstration	658 830	658 189
Kits d'instruments	6 401 042	5 767 515
Matériel informatique et de bureau	2 492 148	1 740 258
Autres immobilisations	3 916 801	3 734 134
Immobilisations corporelles	19 622 314	18 384 075
Dépôts et cautionnements	686 518	779 803
Placements en garantie	-	158 605
Immobilisations financières	686 518	938 408
Total valeurs brutes	39 645 221	34 894 273
Amortissements et provisions – En euros	31.12.2017	31.12.2016
Amortissements immobilisations incorporelles	11 453 636	9 500 422
Amortissements immobilisations corporelles	8 850 566	8 284 858
Total amortissements et provisions	20 304 202	17 785 280
Total valeurs nettes	19 341 019	17 108 993

Sur une période de 2 années, les variations (hors écarts d'acquisition) des immobilisations se présentent comme suit :

Immobilisations nettes – En euros	31.12.2017	31.12.2016
Au 1 ^{er} janvier	17 108 993	12 601 150
Investissements de la période	8 789 073	9 094 944
Cessions de la période	(940 869)	(378 400)
Dotations aux amortissements et provisions	(4 996 876)	(4 238 236)
Variation des taux de change	(619 302)	29 535
Au 31 décembre	19 341 019	17 108 993

6.7 Variation des immobilisations et amortissements au cours de 2017

La variation des immobilisations hors écart d'acquisition se présente comme suit :

Valeurs brutes – En euros	01.01.2017	Variation taux de change	Acquisitions	Cessions	Autres	31.12.2017
Frais de recherche & développement	10 611 860	(65 016)	1 891 664	-	-	12 438 508
Brevets et droits similaires	3 688 144	-	780 417	-	-	4 468 561
Licences et logiciels	1 246 653	(17 832)	1 248 127	54 271	(18 490)	2 404 187
Marques	25 133	-	-	-	-	25 133
Immobilisations incorporelles	15 571 790	(82 848)	3 920 208	54 271	(18 490)	19 336 389
Constructions	22 182	-	-	17 657	-	4 525
Installations techniques et matériels	6 461 797	(959)	389 145	685 005	(16 010)	6 148 968
Matériel de démonstration	658 189	(43 183)	233 159	189 335	-	658 830
Kits d'instruments	5 767 515	(438 087)	2 048 205	976 591	-	6 401 042
Matériel informatique et de bureau	1 740 258	(15 572)	705 834	387 282	448 910	2 492 148
Autres immobilisations	3 734 134	(134 011)	1 482 849	717 261	(448 910)	3 916 801
Immobilisations corporelles	18 384 075	(631 812)	4 859 192	2 973 131	(16 010)	19 622 314
Dépôts et cautionnements	779 803	(39 338)	9 673	63 620	-	686 518
Placements en garantie	158 605	-	-	158 605	-	-
Immobilisations financières	938 408	(39 338)	9 673	222 225	-	686 518
Total valeurs brutes	34 894 273	(753 998)	8 789 073	3 249 627	(34 500)	39 645 221

Amortissements – En euros	01.01.2017	Variation taux de change	Dotations	Reprises	Autres	31.12.2017
Frais de recherche & développement	6 207 287	(24 270)	1 492 343	-	(1)	7 675 359
Brevets et droits similaires	2 841 394	-	301 568	-	-	3 142 962
Licences et logiciels	426 608	(5 361)	236 231	17 035	(30 261)	610 182
Marques	25 133	-	-	-	-	25 133
Immobilisations incorporelles	9 500 422	(29 631)	2 030 142	17 035	(30 262)	11 453 636
Constructions	22 182	-	6 424	24 201	-	4 405
Installations techniques et matériels	2 654 797	(957)	516 015	599 259	(11 838)	2 558 758
Matériel de démonstration	328 843	(6 333)	214 906	157 925	-	379 491
Kits d'instruments	3 478 850	(52 799)	1 488 684	876 872	(2)	4 037 861
Matériel informatique et de bureau	845 608	(13 016)	317 679	124 794	247 238	1 272 715
Autres immobilisations	954 578	(31 960)	423 026	508 672	(239 636)	597 336
Immobilisations corporelles	8 284 858	(105 065)	2 966 734	2 291 723	(4 238)	8 850 566
Total amortissements	17 785 280	(134 696)	4 996 876	2 308 758	(34 500)	20 304 202

Valeurs nettes – En euros	01.01.2017	Variation taux de change	Augmentations	Diminutions	Autres	31.12.2017
Immobilisations incorporelles	6 071 368	(53 217)	1 890 066	37 236	11 772	7 882 753
Immobilisations corporelles	10 099 217	(526 747)	1 892 458	681 408	(11 772)	10 771 748
Immobilisations financières	938 408	(39 338)	9 673	222 225	-	686 518
Total valeurs nettes	17 108 993	(619 302)	3 792 197	940 869	-	19 341 019

Les principales variations des postes d'immobilisations s'analysent comme suit :

1/ L'activité en matière de recherche et développement est structurellement importante et constitue un facteur de différenciation clef pour le Groupe. Les principaux frais engagés sur l'exercice 2017 portent sur :

- la poursuite du développement de la plateforme et de l'offre de services UNiD™ incluant plusieurs applications logicielles et une cellule d'assistance et de planification opératoire permettant de proposer des implants sur-mesure aux patients ;
- le développement d'implants de corporectomie sur mesure ;
- la finalisation de la mise au point du procédé de fabrication d'impression 3D par couches additives de titane ;
- l'intégration de nouveaux services d'exploitation de données pré, per et post-opératoire et d'apprentissage analytique.

Le montant des frais de R&D ainsi capitalisés au titre de l'exercice 2017 s'élève à 1 891 664 euros contre 2 281 231 euros en 2016.

2/ Les dépenses de brevets activées en 2017 s'élèvent à 780 417 euros, pour 109 358 euros au titre de l'exercice précédent. Elles concernent, pour 0,6 million d'euros, le rachat auprès du Docteur Paul McAfee de trois brevets qui protègent une technique innovante permettant de déterminer la hauteur physiologique de l'espace intervertébral en s'appuyant sur l'anatomie du patient pour sélectionner précisément le dispositif intersomatique approprié.

3/ L'augmentation du poste licences et logiciels est essentiellement liée au développement du UNiD™ HUB, logiciel propriétaire de planification chirurgicale qui s'appuie sur les technologies big data et qui a été mis en service, après avoir été approuvé par la FDA, à l'occasion du congrès de la NASS fin octobre 2017.

4/ Le Groupe poursuit l'extension de son parc machines avec un investissement de 0,3 million d'euros en 2017 dans divers matériels industriels.

5/ Le matériel de démonstration fait l'objet d'un inventaire exhaustif chaque année. Il comprend l'ensemble des produits, aux sérigraphies propres et non revendables en l'état, utilisé par la force commerciale pour former les clients aux manipulations des implants et instruments. Ce matériel est régulièrement mis à jour en fonction des entrées / sorties de nouveaux / anciens produits.

6/ Pour la réalisation des chirurgies, le Groupe met à disposition de ses clients des kits composés d'instruments et d'implants. Ces matériels sont consignés dans les établissements de santé ou disponibles sous forme de prêts. Les instruments sont comptabilisés en immobilisations corporelles et amortis sur une durée de 3 ans. Le développement de l'activité du Groupe le conduit à augmenter et renouveler les actifs utilisés par ses clients, notamment aux Etats-Unis et dans les filiales de distribution nouvellement créées. Les instruments complètement amortis sont régulièrement sortis des livres comptables.

7/ L'augmentation du poste matériel informatique et de bureau s'explique principalement par le renouvellement d'équipements sous contrats de locations financières pour 0,4 million d'euros ainsi que par l'installation de matériel vidéo au sein du nouveau siège de Rillieux-la-Pape pour 0,2 million d'euros.

8/ L'augmentation des autres immobilisations corporelles est liée à la finalisation des travaux d'installation du nouveau siège social pour 1,2 million d'euros et d'agrandissement des bureaux de MEDICREA USA à New York pour 0,2 million d'euros.

9/ La diminution des dépôts et cautionnement est liée au remboursement du dépôt de garantie des anciens locaux de Neyron.

6.8 Contrats de location

6.8.1 Location financement et location financière

Les contrats de location financement et de location financière qui transfèrent au Groupe la quasi-totalité des risques et avantages inhérents à la propriété de l'actif loué sont comptabilisés comme suit :

- les actifs correspondants sont inscrits dès la conclusion du contrat de location en immobilisations corporelles ou incorporelles pour un montant égal à la juste valeur du bien loué et amortis sur leur durée probable d'utilisation ;
- les engagements financiers qui en découlent figurent en dettes financières ;
- les paiements au titre de la location sont ventilés entre la charge financière et l'amortissement de la dette.

Les immobilisations acquises par voie de location financement et location financière se décomposent comme suit :

En euros	31.12.2017				31.12.2016			
	Valeur brute	Amort.	Valeur nette	Dettes financières	Valeur brute	Amort.	Valeur nette	Dettes financières
Logiciels	21 700	(14 888)	6 812	6 919	21 700	(7 655)	14 045	14 159
Installations techniques / matériels	3 108 569	(1 424 482)	1 684 087	848 911	3 432 347	(1 527 265)	1 905 082	1 214 933
Equipements informatiques	962 273	(407 287)	554 986	538 183	397 519	(355 059)	42 460	37 925
Total	4 092 542	(1 846 657)	2 245 885	1 394 013	3 851 566	(1 889 979)	1 961 587	1 267 017

Les acquisitions de l'exercice 2017 financées par voie de location financement et de location financière comprennent essentiellement le matériel de vidéo surveillance du nouveau site de Rillieux-la-Pape pour 0,2 million d'euros ainsi que divers matériels TV, vidéo et informatique pour 0,4 million d'euros.

Les engagements de locations financement et location financière s'analysent comme suit :

En euros	31.12.2017	31.12.2016
Redevances payées		
Cumul sur exercices antérieurs (1)	1 425 166	1 034 543
Redevances de l'exercice (1)	525 252	504 997
Total	1 950 418	1 539 540
Redevances restant à payer		
A un an au plus	494 797	426 986
Entre 1 et 5 ans	949 841	867 764
Au-delà de 5 ans	-	-
Total	1 444 638	1 294 750
Valeurs résiduelles	19 532	23 514

(1) Cumul sur exercices antérieurs et redevances de l'exercice ne concernent que les redevances payées au titre des contrats toujours en cours à la clôture de l'exercice.

6.8.2 Locations simples

Les contrats de locations dans lesquels le bailleur conserve la quasi-totalité des risques et avantages inhérents à la propriété de l'actif loué sont traités en tant que contrats de location simple. Les paiements effectués au titre des contrats de location simple sont comptabilisés en charges opérationnelles de façon linéaire jusqu'à l'échéance du contrat.

Les locations simples concernent principalement les loyers annuels afférents aux bâtiments utilisés dans le cadre de l'activité, et se répartissent comme suit en 2017 :

Sociétés		
	MEDICREA INTERNATIONAL, Rillieux-la-Pape, FR	1 114 890 euros
	MEDICREA USA, New-York, US	966 031 dollars
	MEDICREA TECHNOLOGIES UK, Swaffam Bulbeck, GB	11 000 livres sterling
	MEDICREA GMBH, Köln, DE	10 707 euros
	MEDICREA POLAND, Łódź, PL	31 000 zlotys

Le bail concernant les anciens locaux de MEDICREA INTERNATIONAL s'est terminé le 31 octobre 2016. L'emménagement dans de nouveaux bâtiments dont la Société est également locataire, est effectif depuis fin septembre 2016. Le Groupe a ainsi regroupé l'activité de ses 3 filiales françaises sur un même site moyennant un loyer annuel de 1,1 million d'euros et un engagement de 12 années de location. Le bail du site de fabrication de La Rochelle a été dénoncé avec effet au 31 janvier 2017.

Aux Etats-Unis, le bail arrivé à échéance fin mars 2016 a été renégocié et renouvelé pour une durée de 10 années, avec une augmentation de la surface louée d'un étage supplémentaire. Le nouveau loyer annuel s'élève à environ 1 million de dollars. En cas de résiliation de bail anticipée, les locaux seraient facilement reloués du fait de leur emplacement privilégié à New York.

Le bail de location des bureaux de MEDICREA GMBH a été dénoncé sur le 1^{er} semestre 2017 et toutes les opérations relatives au marché allemand sont désormais directement traitées depuis le siège social de Rillieux-la-Pape.

Les engagements de location simple à venir se résument comme suit :

En euros	31.12.2017			31.12.2016
	Immobilier	Autres	Total	Total
A un an au plus	1 962 921	168 559	2 131 480	2 205 512
Entre 1 et 5 ans	8 071 679	136 347	8 208 026	8 189 313
Entre 5 ans et 10 ans	8 974 850	-	8 974 850	10 015 611
Au-delà de 10 ans	834 690	-	834 690	3 038 580
Total	19 844 140	304 906	20 149 046	23 449 016

NOTE 7 : PROVISIONS ET PASSIFS EVENTUELS

7.1 Provisions

Une provision est constituée dès lors que :

- le Groupe à une obligation juridique, contractuelle ou implicite résultant d'un élément passé ;
- il est probable qu'une sortie de ressources représentatives d'avantages économiques sera nécessaire pour éteindre l'obligation ;
- le montant de l'obligation peut être estimé de manière fiable.

Les provisions sont évaluées en application de la norme IAS 37 en tenant compte des hypothèses les plus probables à la date de clôture.

Les provisions sont ventilées entre passif courant et passif non courant en fonction de l'échéance attendue. Lorsque la date d'exécution de cette obligation est au-delà d'un an, le montant de la provision fait l'objet d'un calcul d'actualisation, dont les effets sont enregistrés en résultat financier seulement si l'impact est significatif.

Les provisions courantes et non courantes sont formées des provisions pour risques et se décomposent comme suit :

En euros	Provisions pour pensions	Provisions pour litiges	Autres provisions	Total
Provisions au 1 ^{er} janvier 2017	525 011	10 000	1 103 507	1 638 518
Dotations	94 764	179 334	18 500	292 598
Utilisations de l'année	-	-	(1 057 007)	(1 057 007)
Reprises	-	(10 000)	(43 000)	(53 000)
Ecart actuariels	(19 447)	-	-	(19 447)
Variation des taux de change	-	(1 420)	-	(1 420)
Provisions au 31 décembre 2017	600 328	177 914	22 000	800 242
<i>dont part à moins d'un an</i>	<i>25 761</i>	<i>177 914</i>	<i>22 000</i>	<i>225 675</i>
<i>dont part de un an à cinq ans</i>	<i>57 473</i>	-	-	<i>57 473</i>
<i>dont part à plus de cinq ans</i>	<i>517 094</i>	-	-	<i>517 094</i>

7.2 Passifs éventuels

Par opposition à la définition ci-dessus d'une provision, un passif éventuel est :

- une obligation potentielle résultant d'un événement passé dont l'existence ne sera confirmée que par la survenance ou non d'un événement incertain qui n'est pas sous le contrôle du Groupe ;
- une obligation actuelle résultant d'un événement passé pour lequel soit le montant de l'obligation ne peut être estimé de manière fiable ou soit il n'est pas probable qu'une sortie de ressources représentatives d'avantages économiques sera nécessaire pour éteindre l'obligation.

Les passifs éventuels identifiés au 31 décembre 2017 se présentent comme suit :

- Le Groupe a mis en place depuis novembre 2016 et uniquement pour les ventes aux Etats-Unis, une garantie à vie portant sur sa technologie sur mesure UNiD™. Celle-ci couvre toutes les chirurgies réalisées avec des tiges thoraco-lombaires et cervicales sur mesure UNiD™ ainsi que l'ensemble des implants MEDICREA utilisés en combinaison avec ces tiges. La garantie proposée couvre l'intégralité des coûts liés à l'utilisation des services d'analyses de la cellule UNiD™ Lab, ainsi que le remplacement à titre gratuit des tiges sur mesure UNiD™ et de tous les implants MEDICREA nécessaires pour traiter les patients devant subir une chirurgie de révision.

Depuis le lancement de cette garantie à vie sur le territoire américain, aucune demande d'actionnement n'a été enregistrée. Sur cette base, le Groupe n'a pas constaté de provision dans ses comptes au 31 décembre 2017 et en fonction de l'ensemble des données collectées en 2018, il évaluera la nécessité ou non de revoir sa position au 31 décembre 2018.

- Le contrat d'acquisition auprès du Docteur Paul McAfee de trois brevets qui protègent une technique innovante permettant de déterminer la hauteur physiologique de l'espace intervertébral en s'appuyant sur l'anatomie du patient pour sélectionner précisément le dispositif intersomatique approprié, stipule qu'en cas de rachat de MEDICREA INTERNATIONAL par une autre société et d'une dénonciation du contrat, une indemnité serait accordée au Docteur McAfee à hauteur de 1 million de dollar minorée de tous les paiements déjà effectués à la date de dénonciation.

NOTE 8 : FINANCEMENT ET INSTRUMENTS FINANCIERS

8.1 Endettement financier net

L'endettement financier net comprend l'ensemble des dettes financières à long terme, les crédits à court terme et découverts bancaires, sous déduction de la trésorerie et équivalents de trésorerie.

Au 31 décembre 2017, l'endettement financier net du Groupe s'analyse comme suit :

En euros	31.12.2017			31.12.2016		
	Non courant	Courant	Total	Non courant	Courant	Total
Dettes financières long terme	16 738 955	3 494 313	20 233 268	18 308 727	2 786 617	21 095 344
Crédit à court terme et banques	-	893 065	893 065	-	815 684	815 684
Endettement financier brut	16 738 955	4 387 378	21 126 333	18 308 727	3 602 301	21 911 028
Trésorerie et équivalents	-	(11 980 693)	(11 980 693)	-	(8 063 140)	(8 063 140)
Endettement financier net	16 738 955	(7 593 315)	9 145 640	18 308 727	(4 460 839)	13 847 888

8.1.1 Analyse des dettes financières à long terme

Les dettes financières sont comptabilisées au coût amorti, c'est-à-dire à leur valeur nominale nette des primes et frais d'émission qui sont enregistrés progressivement en résultat financier jusqu'à l'échéance, selon la méthode du taux d'intérêt effectif.

Au 31 décembre 2017, l'ensemble des dettes financières à long terme est contracté en euros et à taux fixe et s'analyse comme suit :

En euros	31.12.2017	31.12.2016
Emprunts obligataires	15 601 568	15 044 576
Emprunts auprès des établissements de crédit	3 218 398	4 774 752
Crédit-bail	1 039 433	1 247 341
Locations financières	354 580	19 676
Intérêts courus sur emprunts	7 590	8 999
Autres	11 699	-
Total	20 233 268	21 095 344

Le détail des emprunts obligataires est le suivant :

En euros	31.12.2017	31.12.2016
Emprunt obligataire convertible – Août 2016 (1)	13 457 885	12 508 018
Emprunt obligataire – Février 2016	1 150 000	1 150 000
Emprunt obligataire – Avril 2015	993 683	1 386 558
Total	15 601 568	15 044 576

(1) Selon les normes IAS32, IAS 39 et IFRS 7, une obligation convertible est qualifiée d'instrument composé dans la mesure où sa nature hybride pose la question de la qualification de l'instrument en dettes ou en capitaux propres. En ce sens, une obligation convertible par le porteur en un nombre fixe d'actions ordinaires de l'émetteur comporte deux composantes :

- une composante dette ;

- une composante capitaux propres qui correspond à l'option d'achat d'actions vendue par l'émetteur aux souscripteurs des obligations.

Compte tenu de ces éléments, l'emprunt obligataire de 15 000 000 d'euros émis en août 2016 a fait l'objet d'une décomposition en une composante dettes de 13 561 365 euros et une composante capitaux propres de 1 438 635 euros en application de la méthode dite du split-accounting (IAS 32).

Le même raisonnement est appliqué aux frais d'émission de l'emprunt d'un montant global de 1 550 120 euros, conduisant à les décomposer en une composante dettes de 1 401 450 euros et une composante capitaux propres de 148 671 euros.

Au 31 décembre 2017, la décomposition de l'emprunt obligataire convertible s'analyse comme suit :

En euros	31.12.2017	31.12.2016
Emprunt obligataire convertible	15 000 000	15 000 000
Composante capitaux propres de l'emprunt obligataire	(1 438 635)	(1 438 635)
Frais d'émission de l'emprunt	(1 550 120)	(1 550 120)
Composante capitaux propres des frais d'émission	148 671	148 671
Amortissement du retraitement de l'emprunt obligataire	878 844	235 697
Amortissement du retraitement des frais d'émission	419 125	112 405
Total	13 457 885	12 508 018

L'évolution des retraitements IFRS sur cet emprunt obligataire convertible est la suivante :

En euros	31.12.2017
Au 1 ^{er} janvier 2017	12 508 018
Amortissement de la période du retraitement de l'emprunt obligataire	643 147
Amortissement de la période du retraitement des frais d'émission	306 720
Au 31 décembre 2017	13 457 885

8.1.2 Evolution des dettes financières à long terme

L'évolution des dettes financières à long terme s'analyse comme suit :

En euros	31.12.2016	Variations « cash »		Variations « non cash »	31.12.2017
		Emissions	Remboursements		
Emprunts obligataires	15 044 576	-	(392 875)	949 867	15 601 568
Emprunts auprès des établissements de crédit	4 774 752	492 020	(2 055 119)	6 745	3 218 398
Crédit bail	1 247 341	-	(450 945)	243 037	1 039 433
Locations financières	19 676	-	(78 534)	413 438	354 580
Intérêts courus sur emprunts	8 999	-	-	(1 409)	7 590
Autres	-	11 699	-	-	11 699
Emprunts long terme	21 095 344	503 719	(2 977 473)	1 611 678	20 233 268
Emprunts court terme (1)	815 684	77 381	-	-	893 065
Total	21 911 028	581 100	(2 977 473)	1 611 678	21 126 333

(1) Les emprunts court terme correspondent aux concours bancaires courants, au factoring ainsi qu'aux intérêts courus bancaires comme détaillé au point 8.1.4.

Cette évolution est liée aux remboursements effectués au cours de l'exercice 2017 dans le cadre des plans d'amortissement existants et à la souscription de trois nouveaux contrats d'un montant total de 0,5 million d'euros, rémunérés à des taux d'intérêts compris entre 0,75 % et 0,80 % sur une durée de 3 à 5 ans pour financer divers matériels industriels et équipements.

Les variations « non cash » comprennent principalement l'évolution des retraitements IFRS de l'emprunt obligataire convertible de 15 millions d'euros comme expliqué précédemment et l'activation des nouveaux contrats de crédits baux et de locations financières.

8.1.3 Maturité des dettes financières à long terme

Les échéances des dettes financières à long terme se ventilent comme suit :

En euros	31.12.2017	A 1 an au plus	De 1 à 5 ans	A plus de 5 ans
Emprunts obligataires	15 601 568	1 562 349	14 039 219	-
Emprunts auprès des établissements de crédit	3 218 398	1 470 553	1 747 845	-
Crédit bail	1 039 433	365 012	674 421	-
Locations financières	354 580	88 809	265 771	-
Intérêts courus sur emprunts	7 590	7 590	-	-
Autres	11 699	-	-	11 699
Total	20 233 268	3 494 313	16 727 256	11 699

Les sûretés données sur certains actifs du Groupe pour garantir les emprunts ainsi que les clauses ou covenants d'exigibilité sont détaillés en note 8.3.3 « Risques de liquidité ».

8.1.4 Analyse des dettes financières à court terme

Un contrat de factoring relatif aux créances clients export a été mis en place en 2016 avec un organisme financier. En France, le Groupe finance son poste clients en mobilisant une facilité de caisse court terme comptabilisée en concours bancaires courants.

Au 31 décembre 2017, l'ensemble des dettes financières à court terme est contracté en euros et à taux fixe et s'analyse comme suit :

En euros	31.12.2017	31.12.2016
Concours bancaires courants	503 284	500 000
Factoring	385 178	309 758
Intérêts courus bancaires	4 603	5 926
Total	893 065	815 684

8.1.5 Analyse de la trésorerie et des équivalents de trésorerie

Trésorerie et équivalents de trésorerie comprennent les liquidités ainsi que les placements monétaires immédiatement disponibles dont la valeur dans le temps présente un risque de variation négligeable.

Une dépréciation est constituée lorsque la valeur probable de réalisation de ces placements est inférieure à la valeur d'achat. Les gains et pertes latents ou réalisés sont comptabilisés en résultat

financier. La juste valeur est déterminée par référence au prix du marché à la date de clôture de l'exercice.

La trésorerie évolue comme suit :

En euros	31.12.2017	31.12.2016
Disponibilités	11 980 693	8 063 140
Trésorerie et équivalents	11 980 693	8 063 140

Le renforcement de la trésorerie nette s'explique essentiellement par les levées de fonds que le Groupe a réalisé en juin 2017 et décembre 2017 pour un montant global brut avant frais d'émission de 20,2 millions d'euros.

8.1.6 Tableaux des flux de trésorerie

Le tableau des flux de trésorerie est établi conformément à la norme IAS 7 en partant du résultat net consolidé. Il distingue ainsi les flux issus de l'activité de ceux provenant des opérations d'investissement et de financement.

La trésorerie du Groupe, dont la variation est analysée dans le tableau des flux, est définie comme étant le solde net des rubriques du bilan suivantes : trésorerie et équivalents de trésorerie, concours bancaires courants et soldes créditeurs de banques.

Le tableau des flux de trésorerie sur les deux derniers exercices est détaillé en point 3.4 des états financiers au 31 décembre 2017.

Concernant les flux nets de trésorerie liés aux opérations de financement, les autres variations se détaillent comme suit :

En euros	31.12.2017	31.12.2016
Frais d'émission d'emprunts	(6 745)	1 550 120
Autres emprunts financiers	(11 699)	138 191
Frais d'augmentation de capital imputés en prime d'émission	1 295 204	94 928
Total	1 276 760	1 783 239

8.1.7 Taux moyen de la dette

Le taux moyen de la dette évolue comme suit :

	31.12.2017	31.12.2016
Euro (EUR)	5,80 %	5,54 %

Le niveau élevé du taux moyen de la dette s'explique principalement par la rémunération des emprunts obligataires dont les taux sont supérieurs à ceux pratiqués dans des financements bancaires classiques. Hors emprunts obligataires, le taux moyen de la dette ressort à 2,93 %.

8.2 Avances conditionnées

Les avances conditionnées émanent principalement d'attributions par BPI d'aides à l'innovation sous forme d'avances remboursables.

Leur variation par rapport à l'exercice précédent résulte des plans de remboursement en cours. Il n'y a pas eu d'aide nouvelle allouée au cours de l'exercice 2017.

8.3 Produits et charges financiers

Les produits et charges financiers se composent d'une part des produits et charges d'intérêts liés au coût de l'endettement financier net et, d'autre part, des autres produits et charges financiers.

8.3.1 Coût de l'endettement financier net

Le coût de l'endettement financier net correspond aux intérêts payés sur les dettes financières minorés des intérêts reçus sur les placements de trésorerie.

Ces éléments s'analysent comme suit :

En euros	31.12.2017	31.12.2016
Intérêts sur obligations	(2 123 849)	(907 573)
Intérêts sur emprunts	(65 876)	(117 141)
Intérêts sur location financement	(45 064)	(35 995)
Garantie BPI sur emprunts	(8 211)	(11 643)
Intérêts sur découverts	(3 396)	(8 199)
Intérêts sur factoring	(2 556)	(1 618)
Intérêts sur comptes courants	-	(3 212)
Coût de l'endettement financier net	(2 248 952)	(1 085 382)

8.3.2 Autres produits et charges financiers

Les autres produits et charges financiers comprennent principalement les résultats des opérations de change.

Ces éléments s'analysent comme suit :

Gains / (pertes) de change	(179 060)	351 940
Produits financiers sur placement de trésorerie	8 332	5 447
Autres produits / (charges) financiers	-	1 027
Autres produits / (charges) financiers	(170 728)	358 415

8.4 Juste valeur des instruments financiers

Les instruments financiers sont constitués des actifs financiers, des passifs financiers et des dérivés. Les instruments financiers sont présentés dans différentes rubriques du bilan. En application de la norme IAS 39, les instruments financiers sont affectés à 5 catégories qui ne correspondent pas à des rubriques du bilan IFRS. L'affectation détermine les règles de comptabilisation et d'évaluation applicables, décrites ci-après :

- placements détenus jusqu'à l'échéance : aucun instrument de valeur significative ne répond à ce jour à cette définition ;
- actifs désignés en tant que juste valeur par le résultat : cette rubrique concerne les placements de trésorerie éventuels dont les variations de juste valeur sont constatées en résultat ;
- actifs et passifs constatés au coût amorti : cette rubrique comprend essentiellement les dépôts et cautionnements, prêts au personnel, créances clients, dettes fournisseurs et dettes financières. Ces actifs et passifs sont comptabilisés au bilan à l'origine à leur juste valeur, qui est en pratique proche de la valeur nominale contractuelle. Ils sont évalués au coût amorti et ajustés le cas échéant de dépréciations en cas de perte de valeur ;
- actifs disponibles à la vente : aucun instrument détenu ne répond à cette définition ;
- instruments dérivés : le Groupe est amené occasionnellement à utiliser des instruments financiers de couverture afin de limiter son exposition aux risques. Il s'agit essentiellement d'instruments de couverture de change et de taux, tels que les opérations de change à terme et les options de change à primes.

Le Groupe n'ayant pas mis en place la documentation permettant de démontrer l'efficacité de ces couvertures au sens d'IAS 39, la contrepartie des variations de juste valeur de ces instruments dérivés est constatée directement en autres produits et charges financiers et les instruments dérivés sont présentés parmi les autres actifs courants ou les autres passifs courants.

8.4.1 Informations au bilan

Le tableau suivant présente pour les actifs et passifs leur ventilation selon les catégories prévues par la norme IAS 39.

Rubriques	Désignation des instruments financiers	Au 31.12.2017		Désignation des instruments financiers	Au 31.12.2016	
		Valeur nette comptable	Dont évalué à la juste valeur (1)		Valeur nette comptable	Dont évalué à la juste valeur (1)
Actif en euros						
Clients et comptes rattachés	C	3 973 135	3 973 135	C	5 158 818	5 158 818
Autres actifs courants (2)	C	295 598	295 598	C	436 412	436 412
Trésorerie et équivalents de trésorerie	A	11 980 693	11 980 693	A	8 063 140	8 063 140
Passif en euros						
Trésorerie passive (3)	A	893 065	893 065	A	815 684	815 684
Dettes financières courantes et non courantes hors trésorerie passive	B	20 233 268	20 233 268	B	21 095 344	21 095 344
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	C	4 672 856	4 672 856	C	6 000 976	6 000 976
Autres passifs courants (4)	C	439 771	439 771	C	291 031	291 031

(1) la valeur nette comptable des actifs et passifs évalués au coût ou au coût amorti est proche de leur juste valeur

(2) hors créances fiscales et sociales, et comptes de régularisation

(3) incluant les concours bancaires courants et le factoring

(4) hors dettes fiscales et sociales, et comptes de régularisation

A : actifs et passifs à la juste valeur par le résultat

B : actifs et passifs évalués au coût amorti

C : actifs et passifs évalués au coût

Les variations de juste valeur et les dépréciations ont été constatées uniquement en résultat. Aucun montant n'a été directement imputé sur les capitaux propres.

8.4.2 Informations au compte de résultat

Le tableau suivant présente les impacts en compte de résultat sur les exercices 2017 et 2016 des actifs et passifs financiers, et la ventilation de ces impacts selon les catégories prévues par la norme IAS 39.

	Désignation des instruments financiers	Au 31.12.2017	Au 31.12.2016
Produits de placement		8 332	5 447
Produits de cessions des valeurs mobilières de placement	A	8 332	5 447
Charges de financement		(2 248 952)	(1 085 382)
Charges d'intérêt	B	(2 248 952)	(1 085 382)
Autres produits financiers		-	533 674
Autres produits	A	-	1 028
Gains de change	A	-	522 071
Variations de juste valeur sur instruments dérivés	A	-	10 575
Autres charges financières		(179 060)	(180 706)
Pertes de change	A	(179 060)	(180 706)

8.5 Politique de gestion des risques

La politique de gestion des risques de marché du Groupe se caractérise par :

- une centralisation des risques au niveau de MEDICREA INTERNATIONAL ;
- un objectif de couverture ;
- une évaluation des risques effectuée grâce à des prévisions détaillées sur un an ;
- un suivi des écarts entre prévisions et réalisations.

8.5.1 Risques sur l'évolution du cours des matières premières

La fabrication des implants nécessite l'achat de matériaux, titane et chrome-cobalt et de polymères tolérés par le corps humain, principalement Peek (PolyEtherEtherKetone). Les fournisseurs de ces matières premières étant peu nombreux, le Groupe est soumis à des variations de prix de marché difficilement prévisibles et contrôlables qui pourraient avoir un impact négatif sur les résultats. Les achats de ces matériaux ne font pas l'objet de contrat de couverture. Ils interviennent pour une faible part dans le prix de revient des produits fabriqués (entre 5 et 10%).

8.5.2 Risque de crédit

Le Groupe suit mensuellement le délai moyen de règlement de ses clients. Ce ratio s'élève à 55 jours au 31 décembre 2017. Pour les clients internationaux ne réglant pas d'avance, le Groupe met en place des mécanismes de couverture, tels que :

- demande de garantie auprès de la Coface. A fin décembre 2017, le montant maximum des encours clients potentiellement garantissables par la Coface s'élève à 603 000 euros ;
- crédits documentaires (25 300 euros au 31 décembre 2017).

Le Groupe n'est pas exposé à un risque de crédit significatif comme le montre le tableau ci-dessous.

En Euros	31.12.2017	31.12.2016
Créances clients brutes	4 003 281	5 195 604
Montant des impayés de plus de 6 mois	37 412	71 432
% du poste client	0,93 %	1,37 %
Montant des provisions clients	30 146	36 786
% du poste client	0,75 %	0,71 %
Montant des pertes sur créances irrécouvrables	4 537	13 757

8.5.3 Risques de liquidité

Le Groupe a pu faire face au cours des exercices précédents à des crises de liquidités passagères qui ont ralenti la progression de son développement.

Les ressources financières obtenues à l'issue d'opérations de levées de fonds ont totalisé un montant global de 72,9 millions d'euros comme le détail le tableau ci-dessous :

Date	Nature	Montant en euros
Juin 2006	Augmentation de capital par appel public à l'épargne	11 587 604
Décembre 2007	Augmentation de capital	7 000 002
Novembre 2008	Augmentation de capital	1 155 928
Avril 2009	Emission d'actions nouvelles à bons de souscription d'actions	1 176 000
Mai 2009	Emission d'actions nouvelles à bons de souscription d'actions	767 621
Juin 2009	Augmentation de capital	621 942
Décembre 2009	Augmentation de capital	1 395 608
Décembre 2009	Exercice de bons de souscription d'actions	582 831
Mai 2010	Emission d'obligations remboursables en actions nouvelles	1 928 624
Juin 2010	Augmentation de capital	594 740
Novembre 2011	Emission d'actions nouvelles à bons de souscription d'actions	1 534 500
Aout 2012	Augmentation de capital	762 000
Juin 2015	Augmentation de capital par placement privé	3 543 697
Aout 2016	Emission d'obligations convertibles en actions	15 000 000
Aout 2016	Augmentation de capital par placement privé	4 999 983
Juin 2017	Augmentation de capital par placement privé	13 000 003
Décembre 2017	Emission d'actions nouvelles à bons de souscription d'actions	7 216 957
Total		72 868 040

Ces levées de fonds ont permis de réduire de façon significative ce risque de liquidité et ont donné les moyens au Groupe de mettre en œuvre sa stratégie d'expansion, de créer de nouvelles filiales et de lancer de nouveaux produits.

Le Groupe a réalisé en juin 2017 une augmentation de capital de 13 millions d'euros par émission de 2 680 413 actions nouvelles d'une valeur nominale de 0,16 euro au prix unitaire de 4,85 euros, prime d'émission incluse, ainsi qu'une seconde opération de 7,2 millions d'euros en décembre 2017 par émission de 2 336 341 actions nouvelles à bons de souscription d'actions attachés d'une valeur nominale de 0,16 euro au prix unitaire de 3,089 euros, prime d'émission incluse. Le nombre d'actions émises pourra être porté à 3 504 510, soit un montant brut total maximum de 10,9 millions d'euros en cas d'exercice de l'intégralité des bons de souscription d'actions.

Deux emprunts bancaires totalisant 1,5 millions d'euros souscrits en novembre 2014 pour 4 ans comportent certaines clauses d'engagements notamment :

- rapport des dettes financières nettes consolidées sur les capitaux propres consolidés inférieur à 0,33 au 31 décembre de chaque année sur la période de remboursement de l'emprunt ;
- rapport des dettes financières nettes consolidées sur l'EBITDA consolidé inférieur à 3 au 31 décembre de chaque année sur la période de remboursement de l'emprunt ;
- interdiction de verser des dividendes si le rapport des dettes financières nettes consolidées sur les capitaux propres consolidés à la clôture de l'exercice devient supérieur à 0,2 après prise en compte du montant des dividendes dont le versement est projeté.

Au 31 décembre 2017, il reste à rembourser sur ces deux emprunts 0,4 million d'euros sur l'année 2018, par conséquent ces engagements ne soulèvent plus de problème pour le Groupe qui, a par ailleurs obtenu un « waiver » de la part de l'établissement bancaire concerné, sans modification des conditions initiales des emprunts et sans coût additionnel.

Le contrat lié à l'emprunt convertible de 15 000 000 d'euros émis en août 2016 stipule que le Groupe doit veiller à ce que sa trésorerie disponible soit toujours au moins de 3,5 millions d'euros et que son endettement financier brut, non diminué de la trésorerie et sans prise en compte de l'emprunt obligataire lui-même, soit inférieur à 10 millions d'euros. Ces deux conditions étaient bien satisfaites au 31 décembre 2017.

Les prévisions de trésorerie pour les 12 mois postérieurs à l'arrêté des comptes tiennent compte d'une part, d'une croissance forte de l'activité liée à la création de deux nouvelles filiales de distribution (Belgique et Australie) et un développement aux Etats-Unis des ventes d'implants de la gamme UNiD (tiges sur mesures et cages 3D imprimées en titane) et d'autre part, de l'aboutissement des discussions engagées depuis le début d'exercice visant à lever des fonds additionnels (enveloppe de 5 millions d'euros) sous forme de dette ou de capital au deuxième ou troisième trimestre 2018.

Compte tenu des propositions de financement reçues à ce jour, la Société n'a pas identifié d'éléments lui permettant de penser que ces financements additionnels pourraient ne pas être mis en place dans les délais requis pour respecter les stipulations du contrat lié à l'emprunt obligataire convertible de 15 millions d'euros évoqué plus haut.

Les éléments mentionnés ci-dessus, ainsi que l'hypothèse de bonne fin du programme de financement ou de levée de fonds étudié actuellement permettent d'établir les comptes consolidés au 31 décembre 2017 selon le principe de continuité d'exploitation du Groupe pour les 12 prochains mois.

8.5.4 Risques de change

L'essentiel des approvisionnements du Groupe est réalisé en euros. Les ventes aux filiales américaine, anglaise et polonaise sont réalisées en devises, les produits étant ensuite écoulés sur ces marchés dans la devise fonctionnelle du pays. Les filiales n'ont donc pas de risque de variation de taux de change sur leurs achats mais MEDICREA INTERNATIONAL a un risque de change sur ses ventes en devises.

Au 31 décembre 2017, le Groupe n'a pas de couverture sur devises en cours.

8.5.5 Risques de taux

Au 31 décembre 2017, tous les emprunts contractés sont à taux fixe. Le Groupe n'est donc pas exposé au risque de variation des taux d'intérêts.

8.5.6 Risques de variation de cours

Le Groupe a réalisé en 2017, 59 % de son chiffre d'affaires consolidé en dollars, par l'intermédiaire de sa filiale MEDICREA USA. Cette proportion devrait progresser au cours des prochains exercices, avec un chiffre d'affaires libellé en dollars qui pourrait potentiellement représenter près des deux tiers des ventes consolidées du Groupe.

Les filiales américaine, anglaise et polonaise sont facturées dans leur devise fonctionnelle et dès lors que celles-ci sont en mesure d'honorer leurs créances commerciales sur la société mère, des

couvertures de change sont opportunément mises en place pour couvrir le risque de fluctuation des devises correspondantes (dollars principalement).

Intrinsèquement, les fluctuations du dollar par rapport à l'euro, à la hausse comme à la baisse, sont donc susceptibles de modifier sensiblement les indicateurs de performance du Groupe, notamment en matière de progression de chiffre d'affaires.

En 2017, le dollar s'est apprécié de moins de 2 % depuis le 31 décembre 2016 ayant donc peu d'impact sur le chiffre d'affaires et le résultat opérationnel avant paiement en actions. L'analyse de ces variations est décrite en note 4.11.

Une appréciation de 15 % du dollar par rapport à l'euro, appliquée aux données de l'exercice 2017, se traduirait par une hausse du chiffre d'affaires du Groupe de 2,4 millions d'euros et une augmentation d'environ 0,2 million d'euros de son bénéfice opérationnel compte tenu des résultats dégagés par la filiale américaine sur l'exercice 2017 dont la totalité des achats et frais de structure sont engagés en dollars.

A l'inverse, une dépréciation de 15 % du dollar par rapport à l'euro, appliquée aux données de l'exercice 2017 se traduirait par une baisse du chiffre d'affaires et du résultat opérationnel du Groupe dans les mêmes proportions que celles indiquées ci-dessus.

8.6 Engagements hors bilan liés aux financements du Groupe

8.6.1 Engagements donnés dans le cadre de crédits moyen terme

En euros	31.12.2017	31.12.2016
Nantissements de fonds de commerce (1)	6 743 777	6 746 836
Garanties solidaires	-	500 000
Gages espèces (2)	62 500	62 500

(1) Nantissements sur fonds de commerce en garantie d'emprunts bancaires (principal + intérêts)

(2) Retenues de garantie conservées par BPI comme gage espèces lors de la mise en place de prêts pour un total de 1 250 000 euros

8.6.2 Engagements reçus dans le cadre de la mise en place de découverts autorisés et de crédits court terme

En euros	31.12.2017	31.12.2016
Cessions de créances commerciales	500 000	500 000
Contre garanties BPI (1)	1 008 729	1 742 846

(1) contre-garanties accordées par BPI à MEDICREA INTERNATIONAL en faveur de ses partenaires bancaires lors de la mise en place de certains financements moyens terme

Le montant total des découverts autorisés mais non confirmés au 31 décembre 2017 s'élève à 780 000 euros.

NOTE 9 : IMPOTS SUR LES RESULTATS

La société MEDICREA TECHNOLOGIES, qui était détenue à 100 % et intégrée depuis 2003 a été dissoute sans liquidation et absorbée par la société MEDICREA INTERNATIONAL le 30 novembre 2017 et de facto a mis fin au 1^{er} janvier 2017 au régime d'intégration fiscale.

La charge d'impôts sur les bénéfices correspond à l'impôt exigible corrigé des impôts différés. Ceux-ci résultent de retraitements apportés aux comptes sociaux, ainsi que de certains décalages d'imposition dans le temps qui existent entre le résultat comptable et le résultat fiscal, conformément à l'IAS 12.

Les impôts différés sont calculés selon l'approche bilantielle de la méthode du report variable, pour toutes les différences temporelles résultant de l'écart entre la base fiscale et la base comptable des actifs et passifs, ainsi que pour les pertes fiscales reportables. Les actifs et passifs d'impôts différés sont calculés en tenant compte des taux d'impôts votés ou quasi adoptés qui seront applicables lors du reversement des différences temporelles. Les actifs d'impôts différés ne sont pris en compte que si leur récupération est probable du fait d'un bénéfice imposable attendu dans un futur proche.

Les actifs et passifs d'impôts différés sont comptabilisés en actifs et passifs non courants.

Les crédits d'impôt et rappels de crédits d'impôt sont comptabilisés en résultat opérationnel, conformément à la norme IAS 20.

Le crédit impôt recherche est constaté en diminution des frais de recherche et développement pour 897 375 euros en 2017 (990 327 euros en 2016).

9.1 Analyse du taux d'imposition

Au 31 décembre 2017, la charge d'impôt du Groupe s'analyse comme suit :

En euros	31.12.2017	31.12.2016
Résultat net consolidé	(10 727 292)	(7 569 225)
Impôts sur les résultats	504 656	263 246
Résultat avant impôts	(11 231 948)	(7 832 471)
Païement en actions	(287 338)	(283 434)
Résultat imposable	(10 944 610)	(7 549 037)
Ajustement crédit impôt recherche et compétitivité emploi	(1 059 042)	(1 121 677)
Résultat imposable hors ajustements	(12 003 652)	(8 670 714)
Profit / (charge) d'impôt théorique @ 28 %	3 361 023	2 889 949
Ecart de taux sociétés étrangères	(309 175)	(188 684)
Impôts sur différences permanentes	574 590	(350 210)
Déficits reportables non activés	(3 390 094)	(1 995 445)
Correction de taux d'imposition	(445 426)	(140 429)
Plafonnement des impôts différés actifs	643 366	510 074
Autres	70 373	(462 009)
Profit / (charge) d'impôt comptabilisé	504 657	263 246

9.2 Analyse des impôts différés

Les impôts différés actifs et passifs s'analysent comme suit :

En euros	31.12.2017	31.12.2016
Déficits fiscaux reportables	1 475 985	1 285 690
Différences temporaires fiscales	9 935	44 618
Retraitements de consolidation	558 576	1 123 717
Total impôts différés actifs	2 044 496	2 454 025
Différences temporaires fiscales	209 017	641 045
Retraitements de consolidation	650 678	766 941
Total impôts différés passifs	859 695	1 407 986

Les tests de récupération des déficits reportables effectués filiale par filiale conduisent à ne pas activer les déficits fiscaux générés par les sociétés du Groupe, hormis ceux relatifs à la filiale américaine. Par ailleurs, pour la société mère, les impôts différés actifs liés aux retraitements de consolidation sont limités aux impôts différés passifs.

Le montant des impôts différés non reconnus à l'actif du bilan s'élèvent à 11,2 millions d'euros au 31 décembre 2017 dont 10,4 millions de pertes reportables non constatées et 0,8 million liés à des retraitements de consolidation.

Les déficits fiscaux dont dispose le Groupe sont les suivants :

En euros	31.12.2017	dont activés	impôts différés correspondants
MEDICREA INTERNATIONAL	33 878 939	-	-
MEDICREA UK	2 198 899	-	-
MEDICREA USA	7 028 502	7 028 502	1 475 985
MEDICREA GMBH	1 317 279	-	-
MEDICREA POLAND	412 946	-	-
Total des déficits fiscaux disponibles	44 836 565	7 028 502	1 475 985

Les mouvements intervenus sur les impôts différés actifs sur déficits fiscaux reportables s'analysent comme suit :

En euros	31.12.2017
Déficits fiscaux reportables au 1 ^{er} janvier 2017	1 285 690
Pertes reportables activés – MEDICREA USA	628 462
Changement de taux d'imposition	(282 508)
Variation des taux de change	(155 659)
Déficits fiscaux reportables au 31 décembre 2017	1 475 985

Les variations des impôts différés résultent principalement des retraitements de consolidation et des mécanismes de plafonnement des impôts différés actifs et passifs.

NOTE 10 : CAPITAUX PROPRES ET RESULTAT PAR ACTION

10.1 Capitaux propres

10.1.1 Evolution du capital

Suite aux opérations réalisées sur le capital au cours de l'exercice, le capital social est composé au 31 décembre 2017 de 15 082 911 actions d'une valeur nominale de 0,16 euros chacune, pour un montant total de 2 413 265,76 euros. Le nombre d'actions autorisées et en circulation a évolué comme suit :

En euros	31.12.2017	31.12.2016
Nombre d'actions autorisées	15 082 811	10 033 067
Nombre d'actions de préférence	100	100
Nombre d'actions émises et entièrement libérées	15 082 911	10 033 167
Valeur nominale en euros	0,16	0,16
Nombre d'actions en circulation en fin de période	15 082 811	10 033 067
Nombre d'actions à droit de vote double	2 594 120	2 650 743
Nombre d'actions détenues en auto-détention	4 438	2 650

Les opérations intervenues sur le capital de la société MEDICREA INTERNATIONAL au cours de l'exercice 2017 se résument comme suit :

- Au 1er janvier 2017, le capital social est composé de 10 033 067 actions ordinaires et de 100 actions de préférence P pour un montant de 1 605 306,72 euros.
- Le 22 juin 2017, le conseil d'administration a constaté l'émission de 2 680 413 actions nouvelles dans le cadre d'une augmentation de capital réservée à des investisseurs qualifiés.
- Le 19 septembre 2017, 32 990 actions nouvelles ont été émises correspondant à la livraison aux salariés français d'actions attribuées gratuitement par le Conseil d'Administration du 19 septembre 2016.
- Le 22 décembre 2017, le conseil d'administration a constaté l'émission de 2 336 341 actions nouvelles à bons de souscription d'actions attachés (« ABSA ») dans le cadre d'une augmentation de capital réservée à des investisseurs qualifiés américains.
- Au 31 décembre 2017, le capital social est ainsi composé de 15 082 811 actions ordinaires et de 100 actions de préférence P pour un montant de 2 413 265,76 euros.

10.1.2 Actions de préférence

L'Assemblée Générale du 17 décembre 2014 a décidé de créer 100 actions de préférence au profit de la société MMCO, Société par Actions Simplifiée au capital de 1 000 euros, dont le siège social est situé au 5389 route de Strasbourg, 69140 Rillieux-la-Pape.

Ces actions de préférence seront éventuellement convertibles en actions ordinaires de MEDICREA INTERNATIONAL, déterminées par référence au cours moyen pondéré des volumes de l'action MEDICREA INTERNATIONAL entre le 17 septembre 2018 et le 17 décembre 2018, sous réserve que l'action MEDICREA ait durant cette période atteint des seuils de performance élevés et prédéfinis. Le nombre maximum d'actions ordinaires de la Société pouvant résulter de la conversion de l'ensemble des actions de préférence est de 210 000, soit 1,4 % du capital de la Société à la date du 31 décembre

2017. Ces actions de préférence ne disposent pas du droit de vote et ne bénéficient d'aucun droit de participation aux dividendes. Elles ne sont pas inscrites à la côte d'Euronext Growth.

Sur la base de l'évolution de l'action MEDICREA au cours de l'exercice 2017, la conversion des actions de préférence en actions ordinaires n'aurait pas pu être possible, les critères de performance requis étant très éloignés de la valeur de l'action.

10.1.3 Actions auto-détenues

Les actions MEDICREA détenues par le Groupe sont comptabilisées à leur coût d'acquisition, en déduction des capitaux propres consolidés, quel que soit l'objet de leur détention.

En cas de cession, le prix de revient des actions cédées est établi selon la méthode premier entré-premier sorti (FIFO) à l'exception des actions détenues dans le cadre de plans d'options pour lesquels le calcul est effectué par plan, selon la méthode du prix moyen pondéré.

Les résultats de cession sont inscrits directement en capitaux propres, pour leur montant net d'impôt.

10.1.4 Variation des capitaux propres

La variation des capitaux propres sur les deux derniers exercices est détaillée en note 3.5 des états financiers au 31 décembre 2017. Les écarts de conversion liés à la consolidation en euros des comptes des filiales étrangères sont présentés dans la colonne réserves, leurs montants n'ayant pas d'impact matériel sur les états financiers au 31 décembre 2017.

Au 31 décembre 2017, les autres variations s'analysent de la façon suivante :

En euros	31.12.2017	31.12.2016
Ecart actuariels des indemnités de départ à la retraite	19 446	(89 618)
Ecart de change sur comptes courants	-	(13 941)
Actions propres	(10 064)	(2 065)
Variation des écarts d'acquisition	-	(8 589)
Emprunt obligataire constaté en capitaux propres	-	1 438 635
Frais d'émission de l'emprunt obligataire	-	(148 670)
Autres	(20)	-
Total	9 362	1 175 752

10.1.5 Emission, rachat et remboursement de titres d'emprunt et de capitaux propres

Augmentation de capital de juin 2017

MEDICREA INTERNATIONAL a placé 2 680 413 actions nouvelles d'une valeur nominale unitaire de 0,16 euros, au prix unitaire de 4,85 euros, prime d'émission incluse, pour un montant total de 13 millions d'euros, représentant, post-opération, 21,08% du capital social de la Société. À titre indicatif, la participation d'un actionnaire détenant 1% du capital social de la Société préalablement à l'émission a été portée à 0,79%.

Augmentation de capital de décembre 2017

MEDICREA INTERNATIONAL a placé 2 336 341 actions nouvelles à bons de souscription d'actions attachés (« ABSA »), d'une valeur nominale unitaire de 0,16 euros, émises au prix unitaire de 3,089 euros, prime d'émission incluse, pour un montant total de 7,2 millions d'euros, représentant, post-opération, 15,49% du capital social de la Société. Le nombre d'actions émises pourra être porté à 3 504 510, soit un montant maximum de 10,9 millions d'euros en cas d'exercice de l'intégralité des bons de souscription d'actions (« BSA »), ce qui représenterait, post-opération, 18,85% du capital social de la Société.

À titre indicatif, la participation d'un actionnaire détenant 1% du capital social de la Société préalablement à l'émission a été portée à 0,85% et serait portée à 0,78% en cas d'exercice de l'intégralité des BSA.

Chaque action nouvelle émise est assortie d'un BSA, soit un nombre total de 2 336 341 BSA émis. Deux BSA donnent le droit de souscrire à une action nouvelle MEDICREA, à un prix d'exercice de 3,15 euros. Les BSA pourront être exercés pendant une période de 3 ans à compter de leur émission.

Emprunts obligataires convertibles

Le Groupe a par ailleurs remboursé en cumul au 31 décembre 2017, 101 des 200 obligations convertibles émises en avril 2015 auprès d'un investisseur institutionnel, soit la somme de 1 million d'euros sur l'emprunt initial de 2 millions d'euros, à échéance avril 2020.

10.1.6 Dividendes payés au cours de l'exercice

Néant.

10.2 Résultat par action

Conformément à la norme IAS 33, le résultat par action est calculé sur la base du nombre moyen pondéré d'actions en circulation durant l'exercice, sous déduction du nombre moyen d'actions auto-détenues.

Le résultat par action après dilution est établi sur la base du résultat net part du Groupe rapporté au nombre moyen d'actions composant le capital social ajusté de l'impact maximal de la conversion des instruments dilutifs en actions ordinaires et tenant compte des variations potentielles du nombre d'actions. Il intègre :

- les futures levées des options de souscription d'actions ;
- les attributions gratuites d'actions ;
- le nombre d'actions auto-détenues à la date d'arrêté de l'exercice ;
- tout autre instrument donnant droit à un accès différé au capital de la société.

Les actions ordinaires potentielles doivent être traitées comme dilutives si, et seulement si, leur conversion en actions ordinaires a pour effet de réduire le résultat par action ou d'augmenter la perte par action des activités ordinaires poursuivies.

Au 31 décembre 2017, conformément à la norme IAS 33 et pour éviter un effet relatif, il n'a pas été pris en considération dans la détermination de l'effet de dilution les actions ordinaires potentielles que sont les plans d'options et d'actions gratuites attribuées (774 092 actions), les actions de préférence (210 000 actions) ainsi que les obligations potentiellement convertibles en actions issues de l'émission d'un emprunt obligataire de 15 000 000 d'euros en août 2016 (2 400 000 actions).

NOTE 11 : AUTRES INFORMATIONS

11.1 Intérêts des dirigeants et mandataires sociaux dans le capital de la société

Les intérêts des dirigeants et mandataires sociaux dans le capital de MEDICREA INTERNATIONAL ont évolué comme suit :

	31.12.2017			31.12.2016		
	Nombre d'actions	% du capital	% des droits de vote	Nombre d'actions	% du capital	% des droits de vote
ORCHARD INTERNATIONAL (1)	1 727 490	11,45	19,55	1 727 490	17,22	27,24
Denys SOURNAC (2) (3)	457 488	3,03	2,59	455 732	4,55	3,60
Jean Philippe CAFFIERO	216 089	1,43	2,36	246 089	2,45	3,76
<u>Autres Administrateurs</u>						
Pierre BUREL (2)	194 587	1,29	1,10	194 587	1,94	1,53
Patrick BERTRAND (2)	113 968	0,76	0,74	113 968	1,14	1,04
François Régis ORY (2)	108 652	0,72	0,61	108 652	1,08	0,86
Rick KIENZLE	102 880	0,68	0,58	-	-	-
Christophe BONNET	52 128	0,35	0,48	52 128	0,52	0,81
Jean Joseph MORENO	22 000	0,15	0,21	22 900	0,23	0,30
Marc RECTON	18 752	0,12	0,18	18 752	0,19	0,25
Total	3 014 034	19,98 %	28,40 %	2 940 298	29,32 %	39,39 %

(1) : Actions détenues par la holding ORCHARD INTERNATIONAL. Au 31 décembre 2017 le capital social d'ORCHARD INTERNATIONAL se répartit comme suit:

- Société civile DENYS SOURNAC COMPANY	59,66 %
- Société civile PLG INVEST (Jean Philippe CAFFIERO)	35,46 %
- AMELIANE SAS	4,72 %
- Christelle LYONNET	0,13 %
- Denys SOURNAC	0,03 %

(2) : Cumul des actions détenues directement en propre et via une holding

(3) : Après correction de 8 000 titres affectés par erreur au 31.12.2016 à Denys SOURNAC



11.2 Informations relatives aux parties liées

Comme mentionné au point 5.7 précédent, la société ORCHARD INTERNATIONAL facture différentes prestations à la société MEDICREA INTERNATIONAL dont les montants ont évolué comme suit au cours des deux derniers exercices :

En euros	Montant Ht facturé en 2017	Montant Ht facturé en 2016
Prestations management	300 000	300 000
Refacturation personnel	151 500	151 500
Refacturation directeur délégué	64 000	64 000
Refacturation frais directeur délégué	-	4 391
Quote part sur frais	11 004	11 004
Loyer et charges locatives	45 508	26 764
Total	572 012	557 659

11.3 Honoraires des commissaires aux comptes

Les honoraires des Commissaires aux comptes du Groupe figurant au compte de résultat consolidé sont les suivants :

Montants HT en euros				
	2017	2016	2017	2016
Audit				
Commissariat aux comptes, certification, examen des comptes individuels et consolidés	64 630	66 400	32 054	41 400
Services autres que la certification des comptes	6 072	6 400	6 036	8 950
Total honoraires	70 702	72 800	38 090	50 350

11.4 Evènements postérieurs à la clôture

Le Groupe a annoncé en mars 2018 la création d'une joint-venture avec Motion Medical, déjà distributeur des produits MEDICREA en Belgique, et la création de MEDICREA BELGIUM, afin d'accélérer l'adoption sur ce marché des technologies et produits du Groupe.

Le Groupe détient une participation majoritaire de 51 % dans MEDICREA BELGIUM et prévoit de monter progressivement au capital au cours des prochaines années et devenir ainsi son unique actionnaire. La totalité du chiffre d'affaires généré par les ventes de produits MEDICREA en Belgique sera intégrée aux chiffres consolidés du groupe à compter de février 2018.